

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2016



LE GROUPE LA POSTE

TABLE DES MATIERES

- Attestation de la personne responsable page 5

- Rapport de gestion du premier semestre 2016 page 9

- Etats financiers consolidés résumés au 30 juin 2016 page 67

- Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2016 page 101

ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE

ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport d'activité semestriel ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions avec les parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Paris, le 28 juillet 2016

Le Président-directeur Général

Philippe Wahl



RAPPORT DE GESTION DU PREMIER SEMESTRE 2016

SOMMAIRE

1.	FAITS MARQUANTS.....	14
1.1	REGROUPEMENT DES SIEGES	14
1.2	ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER	14
1.3	ENVIRONNEMENT REGLEMENTAIRE	17
1.4	DEVELOPPEMENTS, PARTENARIATS ET ACQUISITIONS.....	18
1.4.1	Services-Courrier-Colis	18
1.4.2	GeoPost.....	18
1.4.3	La Banque Postale.....	19
1.4.4	Le Réseau La Poste	20
1.4.5	La Poste Mobile.....	21
1.4.6	Le Numérique.....	21
1.5	ENGAGEMENT DU GROUPE EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT RESPONSABLE	22
1.6	LA POSTE, UN EMPLOYEUR RESPONSABLE	24
2.	SYNTHESE DES RESULTATS CONSOLIDES DU GROUPE LA POSTE	26
2.1	RESULTATS CONSOLIDES DU GROUPE LA POSTE	26
2.1.1	Produits opérationnels	27
2.1.2	Résultat d'exploitation	28
2.1.3	Résultat financier	30
2.1.4	Résultat net	30
2.1.5	Flux de trésorerie disponible et variation de la dette nette.....	31
2.1.6	Ratios financiers	31
3.	RESULTATS OPERATIONNELS PAR SECTEUR D'ACTIVITE	32
3.1	SYNTHESE DES RESULTATS OPERATIONNELS PAR SECTEUR D'ACTIVITE	32
3.1.1	Résultats par secteur d'activité	32
3.2	SERVICES-COURRIER-COLIS.....	33
3.2.1	Activité Services et Courrier	33

3.2.2	Activité Colis	34
3.2.3	Résultat d'exploitation	35
3.3	GEOPOST	35
3.3.1	Poursuite du développement accéléré des ventes	36
3.3.2	Résultat d'exploitation	37
3.4	LA BANQUE POSTALE	37
3.4.1	Environnement économique et financier	37
3.4.2	Activités commerciales	38
3.4.3	Performance opérationnelle	40
3.4.4	Structure financière	42
3.5	LE RESEAU LA POSTE	43
3.5.1	Réseau La Poste	44
3.5.2	La Poste Mobile	46
3.6	NUMERIQUE	46
3.6.1	Chiffre d'affaires	47
3.6.2	Résultat d'exploitation	48
3.7	AUTRES SECTEURS	49
3.7.1	L'Immobilier	49
3.7.2	Supports et structures	50
3.7.3	Charges non affectées	51
4.	AUTRES AGREGATS-CLES DU COMPTE DE RESULTAT	52
4.1	RESULTAT FINANCIER	52
4.2	RESULTAT NET PART DU GROUPE	53
5.	ENDETTEMENT ET SOLIDITE FINANCIERE	54
5.1	VARIATION DE LA DETTE NETTE	55
5.1.1	Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	55
5.1.2	Flux de trésorerie des activités d'investissement hors Banque	56
5.1.3	Indicateur de Santé Economique	59
5.1.4	Variation de la dette nette	60
5.2	VARIATION DE TRESORERIE	60
5.3	DECOMPOSITION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER	62
5.3.1	Endettement brut	62

5.3.2 Endettement net.....	63
5.4 CAPITAUX PROPRES ET STRUCTURE FINANCIERE.....	64
5.5 NOTATION FINANCIERE.....	64
6. PERSPECTIVES ET EVENEMENTS POST CLOTURE.....	65
6.1 PERSPECTIVES.....	65
6.2 EVENEMENTS POST CLOTURE.....	65

NB 1 : Les données financières figurant dans ce document sont issues des comptes consolidés du Groupe établis selon les normes IFRS.

NB 2 : Les valeurs figurant dans les tableaux sont généralement exprimées en millions d'euros. Le jeu des arrondis peut dans certains cas conduire à de légers écarts dans les totaux ou les variations.

1. Faits marquants

1.1 Regroupement des sièges

Annoncé lors du conseil d'administration du 24 février 2015, le projet de regroupement des sièges du Groupe et des branches est un des leviers du plan stratégique « La Poste 2020 : Conquérir l'avenir ». Son ambition est de renforcer la coopération entre les sièges et l'unité du Groupe La Poste afin de favoriser sa transformation et son développement au service des clients.

Plus de collaboration pour plus de performance : en unissant leurs forces, leurs ressources et en développant les synergies, les sièges du Groupe et des branches ont l'occasion de contribuer, de manière exemplaire, à la transformation du Groupe.

Ce regroupement se traduit par l'installation des équipes des sièges sur les 3 sites constituant le « Village La Poste » : Lemnys, Brune et Crossing situés dans le sud-ouest parisien.

Au 30 juin 2016, plus de 1 900 collaborateurs sont installés sur l'immeuble du Lemnys, pierre angulaire du projet.

Conformément à ses engagements en matière de qualité de vie au travail, La Poste a mené ce projet en concertation avec les organisations syndicales et les postiers.

1.2 Environnement économique et financier

Compte tenu de son positionnement sur des activités de services, le Groupe est influencé dans ses différents métiers par la conjoncture économique et par l'évolution du coût du travail, notamment en France. Les cours du pétrole et les taux de change, vis-à-vis du dollar US et de la livre notamment, sont également importants pour les activités logistiques et internationales du Groupe (forte présence de GeoPost au Royaume-Uni). Enfin, le Groupe est sensible pour ses activités bancaires à l'évolution des taux d'intérêt et dans une moindre mesure à celle des marchés financiers.

La croissance mondiale est restée modérée

Début 2016, la croissance mondiale est restée modérée, se situant assez nettement sous sa moyenne de long terme (environ +2,7 % en rythme annualisé au 1^{er} trimestre contre 3,5 % en moyenne depuis 1990), du fait notamment de l'affaiblissement de la croissance américaine. Cette dernière a cependant rebondi au 2^{ème} trimestre. Par ailleurs, la décélération de la croissance chinoise s'est poursuivie, sous l'effet notamment de l'ajustement en cours dans les secteurs frappés par un état chronique de surproduction (l'industrie lourde, en particulier l'acier). Les autorités essaient néanmoins de faire en sorte que cette phase de transition ne dégénère pas en un ralentissement plus brutal, en utilisant le levier monétaire et la politique budgétaire. Par ailleurs, des signes de stabilisation sont apparus au Brésil et en Russie au 1^{er} semestre, deux pays qui ont connu une sévère récession l'an dernier. Enfin, si le Japon a renoué avec la croissance au 1^{er} trimestre, le redémarrage de l'activité est resté incertain, la fermeté du yen pesant notamment sur les exportations.

Une croissance modeste mais robuste dans la zone euro

La croissance de la zone euro a accéléré au premier trimestre, grâce au dynamisme de la consommation, les ménages tirant encore parti de la faiblesse du prix du pétrole jusqu'en début d'année. Les enquêtes de conjoncture sont restées globalement favorables, même si elles ne montraient pas, avant le « *Brexit* », de signes d'accélération de l'activité. La dynamique conjoncturelle paraissait bien enclenchée, avec notamment le retour à des créations nettes d'emplois et un raffermissement de l'investissement. Par ailleurs, la disparité des performances de croissance entre les pays membres est restée forte, par exemple entre l'Espagne qui connaît une croissance vive (supérieure à 3 % l'an) et le Portugal qui frise la stagnation.

Une levée progressive des freins à la croissance en France

Le premier trimestre a été marqué par une croissance soutenue (+2,6 % en rythme annualisé), grâce au net rebond de la consommation des ménages. Les indicateurs disponibles pour le deuxième trimestre suggèrent que la progression du PIB s'est atténuée, le climat des affaires semblant s'effriter. De fait, les conflits sociaux qui ont émaillé les mois de mai et juin ont eu un impact temporairement négatif dans plusieurs secteurs.

Le raffermissement de l'activité depuis deux ans et la restauration des marges des entreprises ont entraîné un vif rebond des dépenses d'investissement, d'autant qu'une mesure favorisant un suramortissement a été prolongée. En revanche, les exportations sont restées ternes, à la fois à cause d'un environnement international moins porteur et sous l'effet d'un raffermissement de l'euro (certes mesuré) depuis environ un an.

Par ailleurs, le retour de la croissance s'est traduit par des créations nettes d'emplois qui semblent commencer à mordre sur le chômage.

Suite au rebond du prix du pétrole à partir de fin janvier, l'inflation paraît avoir touché un point bas

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord est passé par un point bas à 28\$ le 20 janvier. Il s'est ensuite redressé pour atteindre 52\$ début juin avant de refluer vers 50\$ avec les craintes liées au « *Brexit* ». Ce rebond du prix du brut au premier semestre tient surtout à un début de rééquilibrage du marché. Certes, les pays de l'Opep ne sont jamais parvenus à se mettre d'accord pour fixer des quotas de production alors que l'Iran faisait son retour en force sur le marché. Mais la production a baissé aux Etats-Unis et a été beaucoup perturbée dans plusieurs pays (incendies au Canada, attentats au Nigeria, effondrement de l'économie vénézuélienne, etc.).

La variation sur un an des prix à la consommation est cependant restée proche de zéro, compte tenu d'un effet de base très négatif sur les prix de l'énergie (le cours du baril au premier semestre 2015 avait oscillé entre 50 et 65\$). En juin, l'inflation sur un an a atteint 0,2 % en France et 0,1 % pour la zone euro. L'inflation sous-jacente (hors énergie et alimentation) est restée assez stable et basse (0,7 % sur un an en mai en France et 0,9 % en juin pour la zone euro).

Baisse des taux d'intérêt et des places boursières européennes

Prévoyant une tendance des prix trop faible au regard de son objectif d'inflation, la Banque centrale européenne a donc amplifié encore sa politique monétaire en mars (baisse de ses taux directeurs, accroissement de ses achats de titres). En conséquence, les taux d'intérêt interbancaires sont devenus encore plus négatifs. L'Eonia, passé dans le rouge fin 2014, est tombé à -0,33 % en juin contre -0,20 % en décembre 2015 (moyennes mensuelles). L'Euribor 3 mois est descendu à -0,27 % (-0,13 % en décembre). De son côté, la Réserve fédérale (Fed) américaine a hésité à poursuivre le relèvement de son taux d'intérêt.

Dans ce contexte, les taux des emprunts d'Etat sont restés extrêmement bas. Fin juin, ils ont même connu un nouveau recul, suite au référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne. Le taux de l'OAT 10 ans a chuté à 0,39 % en juin contre 0,94 % en décembre 2015. En effet, le vote en faveur du « *Brexit* » a ouvert une période de forte incertitude politique et économique. Les investisseurs ont recherché en conséquence les valeurs refuge, dont les emprunts d'Etat, au détriment des actions en particulier. Les places boursières européennes ont ainsi décroché fin juin après une évolution heurtée sur le semestre : recul en début d'année à cause d'une poussée d'inquiétude sur l'économie chinoise et sur l'effet déflationniste éventuel de la chute du prix du pétrole ; redressement modéré jusqu'en mai ; puis retour à la prudence dans l'attente du référendum britannique dont les investisseurs redoutaient l'issue. Au total, le CAC 40 a perdu 8,6 % sur le semestre, à 4 237 points fin juin.

Chute de la livre avec le referendum, petite baisse du dollar

Après une appréciation en 2015, la livre sterling s'est beaucoup affaiblie au premier semestre, notamment face à l'euro. En effet, les sondages effectués auprès des Britanniques ont montré que le vote en faveur du « *Brexit* » pouvait l'emporter lors du referendum du 23 juin, ce qui s'est confirmé. En conséquence, les investisseurs se sont détournés des actifs en livres, tablant sur des conséquences économiques très négatives pour le Royaume-Uni en cas de sortie de l'Union européenne. Entre le 23 et le 30 juin, la livre a ainsi perdu environ 10 % de sa valeur face à l'euro qui a grimpé dans l'intervalle de 0,76£ à 0,84£, contre 0,73£ en décembre 2015.

La hausse du taux directeur de la Fed fin 2015 semblait sonner le début de la normalisation de la politique monétaire américaine. Celle-ci devait logiquement s'accompagner d'un renchérissement du dollar face aux autres monnaies. De fait, le billet vert s'était apprécié en fin d'année dernière. Toutefois, la faible croissance économique outre-Atlantique au premier trimestre et les incertitudes relatives à l'environnement mondial ont dissuadé la banque centrale de poursuivre la remontée de son taux au premier semestre. De ce fait, le dollar s'est affaibli en tendance même si, en mai-juin, l'imminence du référendum britannique et son résultat ont pesé sur l'euro. En fin de compte, la devise européenne s'est un peu appréciée face au billet vert sur l'ensemble du semestre, de 1,09\$ en décembre 2015 à 1,12\$ en juin après avoir touché un point « haut » à 1,15\$ début mai.

1.3 Environnement réglementaire

Mission de transport et de distribution de la presse

Pour les années 2016 à 2018, suite à un avis de l'Arcep du 7 juillet 2015, L'Etat s'est engagé à verser à La Poste une compensation annuelle de 119 millions d'euros au titre de la mission de transport et de distribution de la presse.

Evolution des tarifs en 2016

Des évolutions tarifaires nationales, outre-mer et internationales du courrier et du colis ont eu lieu au 1^{er} janvier 2016 suite à l'avis favorable de l'ARCEP rendu le 21 juillet 2015 (n°2015-0918). L'ensemble de ces évolutions respecte l'encadrement tarifaire fixé par la décision n° 2014-0841 du 22 juillet 2014 de l'ARCEP, relatif à l'encadrement tarifaire pluriannuel pour la période 2015-2018.

Au 1^{er} janvier 2016, La Poste a augmenté les tarifs de 3,8 % en moyenne sur l'ensemble des produits du service universel. La première tranche de poids de la Lettre verte passe ainsi de 0,68 à 0,70 euros et la Lettre prioritaire de 0,76 à 0,80 euros.

Afin de soutenir la compétitivité du media courrier et inciter à l'émergence de nouveaux usages, les tarifs de base du marketing direct n'ont pas augmenté. Les gammes de courrier industriel connaissent des hausses moyennes de 2,6%. Les tarifs du colis métropole ont diminué de plus de 10 % sur la tranche 0-250 grammes tandis que le colis international garde ses tarifs inchangés.

Evolution de l'environnement bancaire

Le Mécanisme de Résolution Unique (MRU) est opérationnel depuis le 1^{er} janvier 2016 et met en œuvre dans la zone euro la Directive sur le Redressement et la Résolution des Crises Bancaires (BRRD). Ce mécanisme doit garantir une résolution ordonnée des banques défaillantes en minimisant le coût pour l'économie réelle. Il est constitué d'une autorité de résolution à l'échelon européen, le Conseil de Résolution Unique, et d'un Fonds de Résolution Unique abondé par le secteur bancaire. Ce fonds sera constitué progressivement sur une période de 8 ans pour atteindre 1 % des dépôts couverts. Le montant sera alors de l'ordre de 55 milliards d'euros. Il ne sera fait appel à ce fonds qu'après activation de la règle de renflouement interne (bail-in) qui prévoit que les actionnaires et créanciers de l'établissement en difficulté absorbent en priorité les pertes.

Le MRU constitue avec le Mécanisme de Surveillance Unique et le Système Européen de Garantie des dépôts les 3 piliers de l'Union Bancaire.

Dans le domaine des assurances, la directive européenne « Solvabilité II » est entrée officiellement en vigueur au 1^{er} janvier 2016. Cette réforme vise à mieux adapter les fonds propres des compagnies d'assurances aux risques qu'elles encourent avec leurs activités.

1.4 Développements, partenariats et acquisitions

1.4.1 Services-Courrier-Colis

1.4.1.1 *Livraison du soir*

Après une phase de test plébiscitée par plus de 90 % des clients, La Poste met en place progressivement un nouveau modèle de livraison des colis avec une distribution le soir dans les villes de plus de 50 000 habitants. Afin d'optimiser le taux de livraison à la première présentation, les colis sont désormais répartis en trois catégories :

- Les petits colis tenant dans la boîte aux lettres sont distribués par les facteurs durant la tournée du matin ;
- Les colis n'entrant pas dans la boîte aux lettres et nécessitant d'être emportés avec des moyens spécifiques (voiture, camionnette) sont distribués dans des tournées dédiées jusqu'à 20h, moment où les particuliers sont chez eux ;
- Les colis des entreprises, des commerçants et ceux destinés aux zones urbaines sensibles sont toujours distribués le matin.

Ce nouveau modèle de distribution permet à La Poste de profiter de l'essor du e-commerce et de s'adapter aux exigences du secteur en matière de réduction des délais et des coûts de livraisons, attentes majeures des clients expéditeurs comme destinataires.

1.4.1.2 *Création de La Poste Silver*

La branche Services-Courrier-Colis poursuit les développements de services pour rester au plus près des préoccupations et des attentes de ses clients. Après les premiers partenariats conclus en 2015, La Poste élargit ses services en direction des personnes âgées en acquérant la société Tikeasy en avril 2016. Cette société a développé pour La Poste et le magazine Notre Temps (mensuel dédié aux seniors), la tablette tactile Ardoiz, spécialement conçue pour faciliter l'accès à internet des seniors. La tablette sera commercialisée à l'automne 2016 dans les bureaux de poste.

1.4.2 GeoPost

1.4.2.1 *Acquisition de Worldnet TPC*

Le 1^{er} mars 2016, Worldnet Direct, filiale anglaise de GeoPost, a pris le contrôle de l'entité Worldnet TPC via le rachat des 40 % de parts restantes. Worldnet TPC qui intervient dans le secteur de la livraison de colis, réalise un chiffre d'affaires annuel de 10 millions d'euros et est désormais consolidée par intégration globale.

1.4.2.2 *Acquisition d'Armadillo*

L'acquisition des titres restant d'Armadillo (cf. document de référence 2015) en janvier 2016 a conduit à une réévaluation des titres pour un montant de 60 millions d'euros. Expressiste opérant

principalement sur le marché russe, la société qui réalise un chiffre d'affaires annuel de 80 millions d'euros est consolidée par intégration globale depuis le 1^{er} janvier 2016.

1.4.3 La Banque Postale

1.4.3.1 *Rapprochement entre Ciloger et AEW Europe*

La Banque Postale et Natixis (groupe BPCE) ont annoncé le 24 février être en cours de négociation pour le rapprochement entre leurs filiales de gestion d'actifs immobiliers Ciloger et AEW Europe. Ce projet a pour objectif de renforcer la position du nouvel ensemble comme l'un des leaders européens de la gestion d'actifs immobiliers en Europe avec des encours combinés dépassant 23 milliards d'euros. Le nouveau groupe deviendrait ainsi le troisième acteur du marché grand public français. La plateforme française pour la gestion de fonds immobiliers destinés à la clientèle des particuliers (SCPI et OPCV grand public) disposerait ainsi d'une capacité d'investissement européenne pour servir l'ensemble des réseaux de banques de détail et assurance du Groupe BPCE et de La Banque Postale ainsi que la clientèle externe, en particulier les Conseillers en Gestion de Patrimoine Indépendants.

Ciloger est aujourd'hui détenue à 90 % par La Banque Postale et à 10% par CNP Assurances. AEW Europe est pour sa part détenue à 60% par Natixis Global Asset Management et à 40 % par le Groupe Caisse des Dépôts et Consignations. La participation de 40 % de la Caisse des Dépôts dans AEW Europe serait acquise par Natixis Global Asset Management préalablement à la réalisation du projet.

1.4.3.2 *Renouvellement du partenariat entre La Banque Postale et CNP Assurances*

La Banque Postale et CNP Assurances, partenaires historiques en assurances, ont officiellement renouvelé leur partenariat en mars 2016 pour une durée de 10 ans.

Ce partenariat comprend les volets suivants :

- Le renouvellement du partenariat en assurance-vie et capitalisation avec un périmètre élargi à BPE ;
- La mise en place d'un partenariat direct en assurance des emprunteurs collective (ADE) pour le crédit immobilier, CNP se substituant sur ce segment d'activité à La Banque Postale Prévoyance ;
- La cession par CNP Assurances à La Banque Postale de sa participation dans leur co-entreprise, La Banque Postale Prévoyance, cette dernière conservant notamment les activités de prévoyance individuelle. Cette opération n'entraîne pas de changement dans la méthode de consolidation de La banque Postale prévoyance, l'entité étant déjà consolidée par intégration globale.

1.4.3.3 **Fusion de La Banque Postale Asset Management et de Fédéris Gestion d'Actifs**

A la suite de l'accord conclu le 2 février 2015 entre Malakoff Médéric et La Banque Postale concernant le rapprochement de leurs filiales de gestion d'actifs, La Banque Postale Asset Management (LBPAM) et Fédéris Gestion d'Actifs (FGA) ont fusionné leurs activités le 30 avril 2016 (avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2016). Grâce à cette opération, LBPAM renforce sa place de 5^{ème} acteur français sur le marché de la gestion d'actifs, avec plus de 177 milliards d'euros d'actifs sous gestion, une gamme de fonds enrichie des fonds anciennement FGA, et des effectifs supérieurs à 200 collaborateurs.

LBPAM élargit également sa plateforme de dette privée à la dette corporate, FGA ayant développé une expertise de premier plan à travers ses fonds d'EuroPP (placements privés), et devient l'un des rares acteurs du marché à offrir à ses clients institutionnels une plateforme globale de dette privée sur les secteurs corporate, infrastructure et immobilier.

1.4.3.4 **Mutualisation des systèmes de paiement avec la Société Générale**

La Banque Postale et la Société Générale ont signé le 21 juin un protocole d'accord destiné à élargir les activités de leur filiale commune Transactis. Créée en 2007 afin de mutualiser l'exploitation et les investissements dans leur système d'information monétique, Transactis élargit son champ d'action au traitement des opérations de virements et de prélèvement européens et internationaux. Ce nouveau partenariat, innovant et unique en Europe, s'appuiera sur Sopra Banking Software, éditeur leader dans le domaine des paiements en Europe et partenaire historique des deux banques. Il répond à trois objectifs :

- constituer une plateforme de gestion de systèmes informatiques mutualisée, performante et innovante adressant les nouveaux besoins du marché tels que l'Instant Payment ou la mobilité bancaire,
- mutualiser dès 2018 les coûts techniques de gestion de toutes les opérations de paiement sur un modèle proche de la monétique,
- proposer les services de cette plateforme sur le marché européen avec l'ambition de faire de Transactis un acteur majeur sur le marché des offres de traitement informatique des paiements destinées aux acteurs financiers.

Transactis opère aujourd'hui 22 % des cartes bancaires et des transactions monétiques en France.

1.4.4 **Le Réseau La Poste**

1.4.4.1 **Examen du code de la route**

Dans le cadre de la réforme de l'examen du code de la route inscrite dans la loi Macron du 6 août 2015, La Poste poursuit sa stratégie d'innovation et de facilitateur de la vie de tous en permettant à des dizaines de milliers de candidats partout en France de passer l'examen théorique général. Au

30 juin 2016, 17 centres d'examen collectifs sont ouverts et 300 centres sont prévus pour fin 2016. Avec cette réforme, le délai d'attente, aujourd'hui de 98 jours, pourrait être divisé par deux.

1.4.4.2 **Les maisons de service au public**

La Poste s'est engagée auprès de l'Etat à accueillir 1 000 maisons de service au public (MSAP) d'ici à fin 2017, et ainsi à réduire les disparités territoriales en termes de services de proximité. Avec, à fin juin, 345 MSAP ouvertes ou en cours d'aménagement (objectif de 500 MSAP à fin 2016), La Poste s'inscrit pleinement dans cet objectif de mutualisation en zone rurale ou de montagne.

1.4.4.3 **La Poste Relais**

La Poste poursuit la transformation de son réseau dans le rural avec l'ouverture de 15 « La Poste Relais » au cours du premier semestre 2016.

La Poste a enclenché également en ville une dynamique avec l'ouverture de 51 « La Poste Relais » en zone urbaine. Ce sont des structures plus légères avec des équipements numériques, sans services bancaires, adaptées aux besoins des citoyens et installées dans des lieux de passage importants (gares, commerces, ...) avec des horaires d'ouvertures plus larges.

1.4.4.4 **Le WI-FI accessible gratuitement en bureau de poste**

Pour renforcer l'attractivité du Réseau, La Poste va proposer un accès gratuit à internet au sein des bureaux de poste, avec un objectif de déploiement de 750 points de services à fin 2016. Au 30 juin, 285 points de services ont été couverts (147 bureaux urbains et 138 MSAP).

1.4.4.5 **Le facteur-guichetier**

Le facteur-guichetier propose une offre complète de services de La Poste en zone rurale : il réalise la distribution du courrier ainsi que les services de proximité et assure la tenue du guichet du bureau, permettant de redynamiser des bureaux à faible activité et d'assurer ainsi la pérennité du réseau en zone rurale ou péri-urbaine. Ainsi, 440 facteurs guichetiers sont en activité à fin juin avec un objectif de 1 000 d'ici fin 2017.

1.4.5 **La Poste Mobile**

1.4.5.1 **Déploiement de l'offre fibre**

La Poste Mobile a lancé son offre d'accès à Internet en très haut débit, à la téléphonie fixe, et à la télévision dans près de 1 800 bureaux de poste situés dans les zones couvertes par la fibre. L'offre sera commercialisée sur l'ensemble des territoires éligibles à la très haute définition.

1.4.6 **Le Numérique**

1.4.6.1 **Acquisition d'Applicam**

Docapost, filiale du Groupe La Poste spécialisée dans l'accompagnement des entreprises et des administrations dans leur transformation numérique et mobile, a fait l'acquisition en mai d'Applicam, une entreprise spécialisée dans la gestion des aides et subventions et de la monétique privative, qui réalise un chiffre d'affaires annuel de 15 millions d'euros.

Cette acquisition s'intègre dans le projet du Groupe La Poste d'être un acteur de la modernisation de l'action publique, avec des solutions opérationnelles dédiées. Cette stratégie de croissance vise à renforcer la position d'acteur majeur de Docapost à l'échelle nationale sur le marché des collectivités et à l'international avec la monétique privative.

1.4.6.2 **Acquisition de CDC Fast**

Docapost a conclu en janvier un accord avec la Caisse des Dépôts portant sur l'acquisition de CDC Fast, devenue depuis Docapost Fast.

Docapost Fast accompagne depuis 2006 la transformation digitale des collectivités locales et établissements publics à travers une large gamme de services de confiance numérique. La société dispose aujourd'hui de plus de 5 300 clients et de 36 000 utilisateurs et réalise un chiffre d'affaires annuel de 5 millions d'euros.

1.4.6.3 **Acquisition de ProbaYes**

Mediapost Communication, filiale du Groupe La Poste spécialisée dans la maîtrise des médias digitaux et le traitement des datas, a fait l'acquisition en mai de l'entreprise ProbaYes. Cette société développe des solutions prévisionnelles et d'optimisation à travers l'analyse de données. L'acquisition de cette société permet à la Poste de renforcer ses compétences d'analyse de big data.

1.5 Engagement du Groupe en faveur du développement responsable

L'engagement du Groupe La Poste est reconnu par les agences de notation extra-financières¹ et les évaluateurs des clients grands comptes. Depuis le début de l'année 2016, les principales notations obtenues ont été les suivantes :

- Classement Ecovadis² : Le Groupe La Poste a obtenu la certification Gold (meilleure évaluation) et DPD Group a obtenu la certification Silver (Top 13 des entreprises les mieux notées) ;
- Classement Oekom³ : dans le cadre d'une mise à jour partielle de l'évaluation de la performance de La Banque Postale en matière de RSE, Oekom a de nouveau classé La Banque Postale 1^{ère} banque française et 2^{ème} banque mondiale sur un panel de 375 banques internationales évaluées ;

¹ La notation extra-financière est une évaluation d'une entreprise qui ne se base pas uniquement sur ses performances économiques mais aussi sur son comportement vis-à-vis de l'environnement, sur le respect des valeurs sociales, sur son engagement sociétal et son gouvernement d'entreprise. Chaque domaine d'analyse donne lieu à une évaluation selon différents critères (transparence, innovation, communication, ...) et est pondéré pour obtenir une note finale.

² Ecovadis a évalué Le Groupe la Poste en tant que fournisseur auprès de ses clients. Evaluation réalisée sur les activités postales et de transport multimodal.

³ Oekom research est une agence de notation extra-financière allemande créée en 1993 active sur le marché de l'Investissement Socialement Responsable.

Le premier semestre 2016 a permis de nouvelles avancées notables, en particulier :

- Alimentation des bâtiments gérés par Poste-Immo⁴ en électricité 100% d'origine renouvelable. Le Groupe la Poste réduit son empreinte carbone en approvisionnant, depuis le 1^{er} mai 2016, l'ensemble de son parc immobilier⁵ en électricité d'origine renouvelable et bénéficiera ainsi d'une économie de 10% de sa facture énergétique totale. Ce dispositif permet également d'alimenter l'ensemble des véhicules électriques du Groupe, soit la plus importante flotte de véhicules électriques au monde. Cette opération est une nouvelle illustration de la possibilité d'allier la performance économique et sociétale en diminuant son empreinte écologique. Cette opération profite au développement économique responsable des territoires et favorise également le développement de l'énergie d'origine renouvelable en France.
- Réduction de la consommation énergétique et des émissions de CO₂ lors de la 2^{ème} édition du Concours Cube 2020⁶, compétition promouvant les comportements éco-responsable comme levier de diminution de la consommation énergétique des bâtiments. Le site postal de Caen Quai Vendevre est 1^{er} du classement provisoire à fin mai, suivi par le site de Rennes Colombier et par 4 autres sites postaux, soit 6 sites de Poste Immo, la foncière du Groupe La Poste dans le top 10 du concours.
- Charte data : En tant que tiers de confiance, le Groupe souhaite aujourd'hui offrir une proposition numérique globale et sécurisée autour de son rôle d'opérateur universel d'échanges transposé au numérique. Avec le lancement de sa Charte dédiée à la Data, Le Groupe La Poste pose le point de départ d'un plan d'action concret qui permettra de parfaitement répondre aux attentes des Français sur le sujet. L'une des pierres angulaires du projet est la nouvelle prestation de serment des postiers, qui intègre désormais la notion de respect des données personnelles électroniques. Portant des valeurs historiques de proximité, de confiance et d'éthique, La Poste s'engage, par le biais de cette charte Data à apporter toujours plus de transparence, d'assistance, de confidentialité et de sécurité à ses clients, dans sa politique de gestion des données personnelles.

⁴ Foncière du Groupe La Poste qui assure la gestion immobilière de 12 000 bâtiments postaux et coordonne les groupements de commandes afférents à la gestion de l'énergie.

⁵ Sauf pour certaines filiales françaises et étrangères.

⁶ Cube 2020 : Concours usages Bâtiment Efficace 2020. Pendant un an, les entreprises participantes s'engagent à réduire leur consommation énergétique. Elles peuvent inscrire un ou plusieurs de leurs bâtiments tertiaires pour mobiliser leurs équipes sur l'enjeu des économies d'énergie.

1.6 La Poste, un employeur responsable

Dialogue social

Après la signature de nombreux accords en 2015, dont « Un avenir pour chaque postier », qui est le cadre principal des mesures d'accompagnement social du plan stratégique du Groupe pour 2015 à 2020, le début de l'année 2016 a été marqué par la conclusion des accords suivants :

- L'accord relatif au dispositif d'accompagnement social dans le cadre du projet Village La Poste, projet de regroupement des sièges du Groupe (signé le 8 janvier dernier par la CFDT, FO et la Liste commune CFTC/CGC/UNSA) ;
- L'accord social sur les guichetiers / chargés de clientèle (signé le 1er mars par la CFDT, FO et la liste commune CFTC/CGC/UNSA) ;
- L'accord relatif aux mesures salariales pour l'année 2016 (signé le 15 mars par la CFDT et la Liste commune CFTC/ CGC/UNSA).

En outre, des négociations majeures ont été engagées :

- Une négociation sur le dialogue social lui-même, ayant pour objectif de redéfinir les différents niveaux de concertation et de négociation avec les représentants syndicaux, les périmètres et rôles des différentes instances de représentation du personnel à tous les niveaux de l'entreprise (national, branche, interbranches, NOD...). Cet accord viendra remplacer l'accord sur le dialogue social à La Poste du 21 juin 2004 ;
- Une négociation sur le droit syndical, ayant pour objectif, en lien avec l'accord précédent, de définir les droits et les moyens permettant aux représentants syndicaux d'exercer leur mandat et de conduire un dialogue social de qualité. Cet accord vise également à reconnaître et valoriser le parcours syndical de leurs représentants et leur garantir comme à tout postier, une évolution professionnelle dans l'entreprise ;
- Une négociation sur la mise en place d'une « instance de Groupe » en vue de permettre à la direction et aux représentants syndicaux d'examiner et de discuter des questions stratégiques relatives à l'ensemble du Groupe.
- Une négociation sur l'insertion des jeunes et l'emploi des seniors, accord qui fera suite à l'accord sur le contrat de génération portant sur les années 2013, 2014, et 2015.

Formation et évolution professionnelle

La formation et l'évolution professionnelle sont un enjeu majeur pour le développement des postiers et de La Poste. A ce titre, après avoir dépassé en 2015 l'engagement de 80 % de postiers formés dans l'année qui figure à l'accord « Un avenir pour chaque postier », les cinq grands programmes de formation continuent leur déploiement (formations cœur de métier, individuelles, numériques, parcours qualifiants, programme de développement managérial).

En particulier, le nombre des postiers ayant engagé un parcours qualifiant, de 6 687 fin 2015,

s'élevait à 12 000 fin mai, l'objectif étant de 20 000 en fin d'année. Ces parcours concernent les compétences relatives à l'orientation client, le bancaire, le conseil, la logistique ou le management, et s'organisent désormais en une vingtaine de parcours (contre 11 en 2015). L'objectif du Groupe est de compter 50 000 parcours qualifiants sur 2015-2020.

2. Synthèse des résultats consolidés du Groupe La Poste

2.1 Résultats consolidés du Groupe La Poste

Les informations financières présentées sont issues des comptes consolidés au 30 juin 2016 du Groupe La Poste.

(en millions d'euros)	Exercice clos le 30 juin					
	2016.06	2015.06	Variation		Evolution à périmètre et change constants	
			vs n-1 (en M€)	vs n-1 (en %)	vs n-1 (en M€)	vs n-1 (en %)
Performance opérationnelle du Groupe						
Produits opérationnels	11 770	11 459	+311	+2,7	+245	+2,2
Résultat d'exploitation (après quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint)	852	616	+236	+38,3	+236	+38,7
<i>Marge opérationnelle</i>	7,2 %	5,4 %	-	1,9 pt	-	1,9 pt
Résultat net part du groupe	675	424	+252	+59,4	+257	+61,9
<i>Marge nette</i>	5,7 %	3,7 %	-	2,0 pt	-	2,1 pt
Flux de trésorerie disponible	191	532	-342	-64,2		
Indicateur de santé économique (a)	70	401	-331	-82,4		
Chiffres clés - La Banque Postale						
Produit Net Bancaire (b)	2 974	2 929	+46	+1,6	+23	+0,8
<i>Coefficient d'exploitation</i>	80,7 %	81,5 %	-	-0,8 pt		

^(a) Se reporter au chapitre 5.1.3

^(b) PNB sectoriel

(en millions d'euros)	Exercice clos le 30 juin			
	2016.06	2015.12	Variation	
			vs (n-1) (en M€)	vs (n-1) (en %)
Indicateurs Financiers clés				
Dettes nettes (a)	3 737	3 657	80	+2,2
Capitaux Propres Part du Groupe	10 293	9 723	+570	+5,9
<i>Dettes nettes / CP</i>	36,3 %	37,6 %	-	-1,3 pt
<i>Résultat net moyen / CP</i>	8,6 %	6,5 %	-	2,1 pt
Common Equity Tier 1 (b)	13,4%	13,2%	-	0,2 pt
Ratio crédits sur dépôts	74%	75%	-	-1,1 pt

^(a) La dette nette du Groupe ne prend pas en compte La Banque Postale pour laquelle ce concept n'est pas pertinent

^(b) Ratio CET 1 avec application des mesures transitoires

2.1.1 Produits opérationnels

Les produits opérationnels du Groupe La Poste s'établissent à 11 770 millions d'euros à fin juin 2016, en progression de 311 millions d'euros par rapport à juin 2015. La hausse est essentiellement portée par le dynamisme de GeoPost. La Banque Postale est impactée par un environnement de taux historiquement bas. L'activité des autres branches du Groupe est globalement au niveau de juin 2015.

(en millions d'euros)	Exercice clos le 30 juin					
	2016.06	2015.06	Variation		Evolution à périmètre et change constants	
			vs n-1 (en M€)	vs n-1 (en %)	vs n-1 (en M€)	vs n-1 (en %)
Services – Courrier – Colis	5 747	5 757	-10	-0,2	-11	-0,2
GeoPost	2 969	2 693	+276	+10,3	+241	+9,2
La Banque Postale	2 974	2 929	+46	+1,6	+23	+0,8
Numérique	289	278	+11	+4,0	+9	+3,1
Autres secteurs et intercos	-209	-198	-11	+5,7	-17	+8,7
PRODUITS OPERATIONNELS	11 770	11 459	+311	+2,7	+245	+2,2

La progression de 311 millions d'euros des produits opérationnels du Groupe se décompose de la façon suivante :

- Une croissance à périmètre et change constants de 245 millions d'euros, soit + 2,2 % ;
- Des effets périmètre à hauteur de 123 millions d'euros, qui proviennent pour l'essentiel de GeoPost avec 92 millions d'euros (Armadillo et DPD Systemlogistik) et de La Banque Postale pour 22 millions d'euros (Fédéris et Ciloger) ;
- Des effets change négatifs pour 57 millions d'euros, avec un impact de 34 millions d'euros sur la livre sterling (GBP).

Les produits opérationnels du premier semestre 2016 sont marqués par les éléments suivants :

- Stabilité du chiffre d'affaires de la branche Services-Courrier-Colis à 5 747 millions d'euros (soit une diminution de 10 millions d'euros représentant une baisse de 0,2 %)
 - ✓ Le chiffre d'affaires des Services et Courrier baisse de 40 millions d'euros par rapport à juin 2015 et s'établit à 4 692 millions d'euros. La poursuite de la baisse structurelle des volumes -5,3 %, qui induit un impact en chiffre d'affaires de -180 millions d'euros (dont un effet jours ouvrés positif de 70 millions d'euros) est compensée à hauteur de +140 millions d'euros par l'augmentation tarifaire intervenue au 1^{er} janvier 2016. L'absence de chiffre d'affaires élections au cours du premier semestre 2016 (incidence défavorable de 23 millions d'euros) est neutralisé par la croissance du chiffre d'affaires international (+21 millions d'euros) ;

- ✓ Les filiales positionnées sur les activités de logistiques, e-logistiques et marketing direct enregistrent une hausse de 9 millions d'euros de leur chiffre d'affaires qui s'élève à 264 millions d'euros. Cette progression est portée par les filiales publicitaires ;
- ✓ Le Colis enregistre une progression de son chiffre d'affaires de 21 millions d'euros qui s'établit à 791 millions d'euros (770 millions d'euros en 2015). Cette évolution est portée par la croissance des volumes (+3,7%/ +28 millions d'euros) et par un effet jours ouvrés favorable (+3 JO/ 19 millions d'euros) compensée partiellement par un effet prix mix défavorable (-24 millions d'euros).
- Le chiffre d'affaires de GeoPost progresse de +276 millions d'euros pour s'établir à 2 969 millions d'euros. Retraité de l'effet périmètre et change, la progression organique s'établit à 241 millions d'euros, soit 9,2 %. Cette croissance est soutenue par une progression marquée des volumes sur l'ensemble des zones géographiques (285 millions d'euros, soit +10,8 % d'effet volume y compris impact positif des jours ouvrés de 1,5%). Les pressions baissières sur les tarifs ont pour leur part un effet défavorable sur le chiffre d'affaires ;
- Le PNB de La Banque Postale progresse dans son ensemble de 1,6 % (soit 46 millions d'euros) et atteint 2 974 à fin juin 2016. A périmètre constant et après retraitement de la provision épargne logement, le PNB baisse de 6,3 %, soit 189 millions d'euros, subissant les effets d'un contexte de taux historiquement bas avec un impact défavorable sur le PNB de la banque de détail (-6,6 %, soit -187 millions d'euros). Le PNB du pôle Assurances progresse de 4,9 % en lien avec le dynamisme commercial des offres IARD et santé. A périmètre constant, le PNB du pôle gestion d'actifs baisse de 9,3 %, le premier semestre 2015 ayant bénéficié d'un effet marché favorable ;
- Le chiffre d'affaires de la branche Numérique à 289 millions d'euros est en hausse de 4,0 %, soit 11 millions d'euros, avec une progression de 3 millions d'euros pour la direction numérique en lien avec l'accroissement des développements intégrés au sein de la direction numérique pour le compte du Groupe et des branches et 9 millions d'euros pour Docapost, qui profite notamment de l'accroissement de l'activité « contraventionnel » et de la bonne dynamique sur les activités dématérialisation et e-factures du pôle confiance.

2.1.2 Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation du Groupe après quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint s'établit à fin juin 2016 à 852 millions d'euros, en hausse de 236 millions d'euros par rapport à juin 2015.

Les performances du Groupe au cours du premier semestre 2016 ont été marquées par un environnement économique défavorable avec un contexte de taux bas qui pèse sur les performances de La Banque Postale et la poursuite de la baisse des volumes de courrier. Les programmes de maîtrise des charges engagés par chacune des branches du Groupe et le dynamisme commercial de GeoPost et de la branche Numérique contribuent à la progression du résultat d'exploitation, qui intègre également des éléments exceptionnels⁷. Hors ces éléments, la progression est de 11,2%.

⁷ Eléments exceptionnels : Plus-values cession titres Visa Europe (107 M€) et réévaluation titres Armadillo (60 M€)

Exercice clos le 30 juin

(en millions d'euros)	2016.06	2015.06	Variation		Evolution à périmètre et change constants	
			vs n-1		vs n-1	
			(en M€)	(en %)	(en M€)	(en %)
Services – Courrier – Colis	504	508	-5	-0,9	-5	-0,9
GeoPost	254	171	+82	+48,1	+89	+53,5
La Banque Postale	514	468	+45	+9,6	+36	+7,7
Réseau La Poste	4	-37	+41	n.s.	+41	n.s.
Numérique	-0	-9	+9	-96,4	+9	-91,9
Immobilier	6	4	+2	+51,8	+2	+51,8
Supports et Structures	-69	-159	+91	-56,9	+91	-57,0
Non affecté et éliminations	-360	-331	-30	+9,0	-28	+8,3
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	852	616	+236	+38,3	+236	+38,7

Les éléments marquants du résultat d'exploitation par branche d'activité sont les suivants :

- Services-Courrier-Colis : le résultat d'exploitation de la branche s'établit à 504 millions à fin juin 2016. Il se maintient à un niveau proche de celui du premier semestre 2015 (en diminution de 5 millions d'euros) grâce à la maîtrise des charges opérationnelles.
- GeoPost affiche un résultat d'exploitation de 254 millions d'euros en hausse de 82 millions d'euros par rapport au premier semestre 2015, dont 63 millions d'euros provenant notamment d'une réévaluation de titres opérée conformément à la norme IFRS 3 à la suite de la prise de contrôle par GeoPost de la société Armadillo en Russie. A périmètre et change constant, le résultat hors réévaluation des titres progresse sur la majorité des unités d'affaires, notamment en France et en Espagne ;
- Le résultat d'exploitation de La branche La Banque Postale progresse de 45 millions d'euros à fin juin 2016 à 514 millions d'euros, avec des frais de gestion qui demeurent globalement stables malgré le lancement de programmes de transformation de la banque, le développement des filiales et la cotisation au fonds de résolution unique.
- Le résultat d'exploitation du Réseau, à 4 millions d'euros à fin juin 2016 progresse de 41 millions d'euros par rapport à juin 2015 en raison d'une incidence globalement favorable des provisions RH ;
- Le résultat d'exploitation de la branche Numérique proche de l'équilibre à fin juin 2016 progresse de 9 millions d'euros par rapport à juin 2015. La progression est portée essentiellement par la bonne activité des filiales numériques au cours du premier semestre ;

- Autres secteurs d'activité :
 - ✓ L'Immobilier affiche un résultat d'exploitation de 6 millions d'euros, en hausse de 2 millions d'euros par rapport à 2015 ;
 - ✓ Le déficit du secteur Supports et structures se réduit de 91 millions d'euros à 69 millions d'euros à fin juin 2016, le premier semestre 2015 ayant été marqué par l'enregistrement de coûts exceptionnels provisionnés dans le cadre du projet de déménagement des sièges ainsi que l'enregistrement d'une provision pour risques et charges URSSAF devenue sans objet ;
 - ✓ Les charges du secteur 'Non affecté et éliminations' progressent de 30 millions d'euros liées à l'augmentation des provisions transverses au Groupe.

2.1.3 Résultat financier

Le résultat financier qui se dégrade de 17 millions d'euros par rapport à juin 2015 atteint une charge totale de 92 millions d'euros. La dégradation du résultat financier provient essentiellement de la variation de la juste valeur de la dette et des dérivés qui induit un écart défavorable de 19 millions d'euros par rapport au premier semestre 2015. La charge nette d'intérêts diminue en revanche de 4 millions d'euros grâce aux effets conjugués des baisses de la dette brute moyenne et du coût moyen de la dette estimé à 4 ans (2,66% contre 2,75% à fin juin 2015). On note également une augmentation de 2 millions d'euros des autres éléments du résultat financier provenant essentiellement de la charge d'actualisation de la dette sociale.

2.1.4 Résultat net

Le résultat net part du Groupe, à 675 millions d'euros, progresse de 252 millions d'euros par rapport à juin 2015. Cette hausse se décompose de la manière suivante :

- Un résultat courant avant impôt en hausse de 218 millions d'euros qui s'établit à 760 millions d'euros avec un résultat d'exploitation après quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint en hausse de 236 millions d'euros et une dégradation du résultat financier de 17 millions d'euros ;
- Une diminution de la charge d'impôt de 68 millions d'euros⁸ ;
- Une baisse de 25 millions d'euros de la quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence, essentiellement la CNP Assurances ;
- Une progression de la quote-part attribuée aux intérêts minoritaires de 10 millions d'euros.

Hors éléments exceptionnels⁹, il progresse de 28,5 %.

⁸ Détails en chapitre 4.2 de ce présent rapport.

⁹ Éléments exceptionnels : Plus-values cession titres Visa Europe (107 M€) et réévaluation titres Armadillo (60 M€)

2.1.5 Flux de trésorerie disponible et variation de la dette nette

Le flux de trésorerie disponible est positif de 191 millions d'euros. Il baisse toutefois de 342 millions d'euros par rapport à juin 2015, notamment en raison d'un moindre montant de CICE imputé sur l'impôt (en baisse de 158 millions d'euros par rapport à 2015) et d'une progression des dépenses d'investissements de 101 millions d'euros portant sur les CAPEX et les acquisitions de croissance externe.

Après prise en compte des intérêts financiers versés à hauteur de 29 millions d'euros, en hausse de 4 millions d'euros par rapport à juin 2015, et des dividendes versés aux actionnaires du Groupe (173 millions d'euros) la dette nette¹⁰ du Groupe augmente de 80 millions d'euros sur le premier semestre 2016. Elle atteint 3 737 millions d'euros.

2.1.6 Ratios financiers

Le ratio « dette nette / capitaux propres » est de 0,36. Il baisse de 1,3 point notamment du fait de la hausse des capitaux propres part du Groupe de 570 millions d'euros.

¹⁰ La dette nette du Groupe ne prend pas en compte La Banque Postale, pour laquelle ce concept n'est pas pertinent.

3. Résultats opérationnels par secteur d'activité

3.1 Synthèse des résultats opérationnels par secteur d'activité

L'information sectorielle est présentée conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels ».

Un secteur est un sous-ensemble pour lequel une information financière distincte est disponible et régulièrement revue par la Direction Générale du Groupe en vue de lui affecter des ressources et d'évaluer sa performance.

Les critères retenus pour déterminer les secteurs d'activité sont notamment les suivants : nature des produits distribués, type ou catégorie de clients auxquels ils sont destinés, processus de production, réseau de distribution et environnement réglementaire. La définition des secteurs opérationnels est basée sur l'organisation existante en matière de pilotage au sein du Groupe La Poste.

3.1.1 Résultats par secteur d'activité

Publié 2016.06 <i>(en millions d'euros)</i>	Services- Courrier- Colis	GeoPost	La Banque Postale	Numérique	Réseau La Poste	Immobilier	Supports et Structures	Non affecté	Elim.	TOTAL
CA & PNB Externes	5 599	2 938	2 971	240	15	5	2			11 770
CA & PNB Intersecteurs	148	31	3	49	2 024	412	361		-3 027	
Produits opérationnels	5 747	2 969	2 974	289	2 038	418	363		-3 027	11 770
REX avant qp de rés. net des stés sous contrôle conjoint	503	255	514	-0	7	6	-68	-360	-0	855
Résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	1	-1			-3	1	-0			-3
REX après résultat net des sociétés sous contrôle	504	254	514	-0	4	6	-69	-360	-0	852
<i>Marge opérationnelle</i>	<i>8,8%</i>	<i>8,5%</i>		<i>-0,1%</i>		<i>1,5%</i>				<i>7,2%</i>

Publié 2015.06 <i>(en millions d'euros)</i>	Services- Courrier- Colis	GeoPost	La Banque Postale	Numérique	Réseau La Poste	Immobilier	Supports et Structures	Non affecté	Elim.	TOTAL
CA & PNB Externes	5 621	2 659	2 922	234	17	4	0			11 459
CA & PNB Intersecteurs	136	33	7	44	2 031	410	332		-2 993	
Produits opérationnels	5 757	2 693	2 929	278	2 049	414	332		-2 993	11 459
REX avant qp de rés. net des stés sous contrôle conjoint	507	170	468	-9	-35	3	-159	-331	0	615
Résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	1	1			-2	1				1
REX après résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	508	171	468	-9	-37	4	-159	-331	0	616
<i>Marge opérationnelle</i>	<i>8,8%</i>	<i>6,4%</i>		<i>-3,4%</i>		<i>1,0%</i>				<i>5,4%</i>

3.2 Services–Courrier–Colis

La branche Services–Courrier–Colis comprend :

- L'activité Services et Courrier constituée de :
 - ✓ L'activité courrier (collecte, tri, distribution de correspondances, de publicité et de presse) ainsi que les nouveaux services de proximité assurés par La Poste SA;
 - ✓ Les filiales intervenant sur les marchés du marketing direct (principalement Mediapost France et Sogec), des solutions logistiques et e-logistiques (Viapost, STP et Neolog pour l'essentiel) et de la Silver (Tikeasy), auxquelles il faut ajouter la co-entreprise avec Swiss Post dans le courrier transfrontière (Asendia) qui est mise en équivalence dans les comptes consolidés du Groupe et de la branche ;
- L'activité Colis de La Poste SA, spécialiste de la livraison rapide (J+2) et des colis de moins de 30 kg aux particuliers, BtoC ou CtoC en France.

(en millions d'euros)	2016.06	2015.06	Variation	
			vs N-1 (en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	5 747	5 757	-10	-0,2
<i>dont CA hors Groupe</i>	5 599	5 621	-22	-0,4
Charges opérationnelles	-5 244	-5 250	+6	-0,1
Résultat d'exploitation avant quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	503	507	-4	-0,8
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	1	1	-0	-38,9
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	504	508	-5	-0,9
<i>Marge opérationnelle</i>	8,8 %	8,8 %		-0,1 pt

3.2.1 Activité Services et Courrier

Le chiffre d'affaires s'élève au 30 juin 2016 à 4 956 millions d'euros, en retrait de 31 millions d'euros par rapport au 30 juin 2015.

- Le chiffre d'affaires des Services et Courrier, à 4 692 millions d'euros, diminue de 40 millions d'euros, soit -0,8 %. Cette variation provient principalement de :
 - ✓ La baisse du trafic de -5,3 %, soit un impact net de -180 millions d'euros sur le chiffre d'affaires 2016, compte tenu d'un effet jours ouvrés positif de 70 millions. Cette diminution s'explique par la poursuite de la rationalisation et dématérialisation des envois des secteurs bancaires, publics et téléphonie et par les difficultés du marché publicitaire cependant moins prononcées que l'année dernière,

- ✓ L'augmentation tarifaire du 1er janvier 2016 de 3,4 %¹¹ en moyenne, soit un effet estimé à +140 millions d'euros sur le chiffre d'affaires,
- ✓ L'absence de chiffre d'affaires élections (23 millions d'euros en 2015),
- ✓ La croissance de l'international de +21 millions d'euros grâce à la bonne activité des petits paquets import (inférieur à 3 cm) notamment avec la Chine,
- ✓ Le développement des services facteurs « proxy » de +4 millions d'euros soit un total de 9 millions d'euros à fin juin (décomposés en sept gammes : Proxi Vigie, Proxi Data, Proxi Course...) ; et de Recy'go de +1 million d'euros soit 5 millions d'euros à fin juin.

La qualité de service reste à un niveau élevé avec un taux de distribution de la Lettre Verte à J+2 de 94,8 % au 30 juin 2016.

- Le chiffre d'affaires des filiales s'élève à 264 millions d'euros au 30 juin 2016, soit une progression de 9 millions d'euros par rapport à 2015 :
 - ✓ Filiales publicitaires à +8 millions d'euros grâce à l'activité imprimés publicitaires en France avec un effet volume à +8,9 millions d'euros (+5 %) partiellement compensé par un effet prix négatif à -4,1 millions d'euros (-2,3 %) du fait d'un marché très concurrentiel ; à la progression des activités promotion et logistique de +1,3 million d'euros en Roumanie ; à la croissance des activités de Sogec pour +1 million d'euros ;
 - ✓ Logistiques Viapost à + 1 million d'euros répartis sur l'ensemble des filiales.

3.2.2 Activité Colis

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2016 est de 791 millions d'euros, en augmentation de 21 millions d'euros (soit +2,7 %).

Le trafic est en progression de 6,2 % avec un impact sur le chiffre d'affaires de 47 millions d'euros, notamment favorisé par un effet jours ouvrés très positif de +3 JO soit 19 millions d'euros.

Hors impact JO, les volumes BtoC affichent une forte progression au premier semestre 2016 sur le colissimo national (+5,5 %), à la fois sur les livraisons au domicile comme sur le hors domicile. Le volume de produits Coliéco (-13 %) poursuit toutefois le retrait déjà constaté depuis plusieurs années, en lien avec la baisse d'activité des véricistes traditionnels. Sur le marché national, les volumes CtoC sont quant à eux en diminution de 3,6 % par rapport à juin 2015. A noter également la progression toujours satisfaisante des volumes internationaux (+22 %) sur toutes ces catégories.

¹¹ Rapportée à la base du chiffre d'affaires donnant lieu à trafic

L'effet prix joue favorablement sur l'évolution du chiffre d'affaires pour +4 millions d'euros, alors que l'évolution du mix impacte négativement ce dernier pour -28 millions d'euros, notamment en lien avec la croissance forte des très grands comptes et le retrait du CtoC.

Enfin, l'impact du fuel est de -4 millions d'euros alors que les autres prestations progressent de 2 millions d'euros.

La qualité de service reste un point d'attention majeur pour le Colis. Sur le premier semestre 2016, le taux de distribution à J+2 est de 94,8 %, en légère progression par rapport à 2015 (94,3 %).

3.2.3 Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation de la branche Services-Courrier-Colis s'élève à 504 millions d'euros au 30 juin 2016, en diminution de 5 millions d'euros par rapport au 30 juin 2015, soit -0,9 %. La maîtrise des charges opérationnelles permet quasiment de couvrir la baisse du chiffre d'affaires.

3.3 GeoPost

GeoPost, filiale du Groupe La Poste, couvre les activités de colis rapide et express en France et à l'étranger sous les principales marques commerciales suivantes : DPD Group, Chronopost en France, SEUR en Espagne, Interlink Express au Royaume Uni et Tigers (activité de commissionnaire de transports internationaux basée en Asie et en Australie). Les filiales de ce pôle interviennent de façon historique majoritairement sur les segments d'entreprise à entreprise (BtoB) mais également de façon croissante sur le BtoC (près de 33 % des volumes à fin juin 2016).

L'effet report des acquisitions intervenues en 2015 (achat de franchises SEUR, de Systemlogistik en Allemagne, de WorldLink en Australie, de Resto In en France et cession d'IBC), ainsi que l'impact des mouvements de périmètre du premier semestre 2016 (acquisition de franchises SEUR, prise de contrôle du groupe Armadillo en Russie et de Worldnet TPC au UK) conduisent à un effet périmètre positif sur le chiffre d'affaires de GeoPost de +92 millions d'euros sur le premier semestre 2016.

	2016.06	2015.06	Variation vs N-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	2 969	2 693	+276	10,3
<i>dont CA hors Groupe</i>	2 938	2 659	+279	10,5
Charges opérationnelles	-2 714	-2 522	-192	7,6
Résultat d'exploitation avant quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	255	170	+84	49,5
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	-1	1	-2	n.s.
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	254	171	82	48,1
<i>Marge opérationnelle</i>	8,5 %	6,4 %		2,2 pt

3.3.1 Poursuite du développement accéléré des ventes

Le chiffre d'affaires de GeoPost à fin juin 2016 est de 2 969 millions d'euros, en croissance de 276 millions d'euros (10,3%) par rapport à fin juin 2015. Retraitée des effets périmètre (+92 millions d'euros) et change (-57 millions d'euros dont -34 millions d'euros sur la livre), la croissance organique est de 241 millions d'euros, soit +9,2 %.

Cette bonne performance est portée par l'effet volume de 285 millions d'euros (+10,8 %) y compris impact positif des jours ouvrés soit une progression de 47 millions d'objets. A l'exception du Royaume-Uni, la tendance générale à la baisse des prix conduit à un effet prix défavorable sur l'évolution du chiffre d'affaires pour 43 millions d'euros, alors que l'impact des autres prestations et du fuel est de -1 million d'euros.

Les évolutions organiques du chiffre d'affaires sont en grande majorité positives sur les différentes zones géographiques :

- Au Royaume-Uni, la progression du chiffre d'affaires de 14 % est toujours portée par l'impact favorable des volumes mais également par l'évolution du prix/mix (bénéficiant notamment de la progression des flux retours).
- En France, l'activité poursuit son développement avec +8 % sur DPD France (ex-Exapaq) et +13 % sur Chronopost. L'augmentation des volumes est notamment favorisée par la montée en puissance des clients BtoC grâce au développement des solutions de livraisons (points relais, offre Predict, consignes automatiques « Stations PickUp »). Ce développement des volumes est néanmoins accompagné par la baisse du prix/mix.
- Le Benelux voit son chiffre d'affaires progresser de 12 % en raison de la hausse des volumes.
- Les filiales espagnoles voient leur chiffre d'affaires progresser de 6 %, avec une augmentation des volumes de 14 %. Cette forte progression des volumes provient notamment du développement du BtoC qui contribue également à la baisse de la recette unitaire. Les volumes internationaux continuent de progresser.
- L'Allemagne affiche une croissance de 10 % par rapport à fin juin 2015. Le développement des volumes a été favorisé par les travaux engagés depuis plusieurs années afin de renforcer la position sur le secteur domestique du BtoC (démarrage de partenariats avec de grands acteurs du e-commerce, extension du réseau allemand de point relais, livraison le samedi...) et les synergies déployées suite à l'intégration de Systemlogistik.
- L'activité en Pologne est en progression de 1 % par rapport à juin 2015. Les volumes sont en progression de 1 % sur la période avec une progression des volumes internationaux et une légère diminution sur le domestique (-1 %).
- L'activité de Tigers est en retrait par rapport au premier semestre 2015 avec -18 millions

d'euros (- 14 %), consécutif au ralentissement du marché lié à la crise asiatique depuis l'été 2015.

3.3.2 Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation de GeoPost à fin juin 2016 atteint 254 millions d'euros (résultat d'exploitation y compris quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint de -1 million d'euros), en progression de 82 millions d'euros par rapport à 2015. Après retraitement de l'impact du résultat de revalorisation de titres de 63 millions d'euros suite à des prises de contrôle notamment des entités Armadillo et Worldnet TPC, au premier semestre 2016, ainsi que des effets périmètre et change, il est en progression de 26 millions d'euros. Cette progression s'explique par la progression des volumes et la bonne maîtrise des coûts, notamment en France et en Espagne.

3.4 La Banque Postale

Ce secteur d'activité regroupe La Banque Postale, ses filiales et le Groupement de moyens constitué entre La Poste et La Banque Postale régi par une convention de répartition de frais. L'ensemble des charges relatives au Groupement de moyens (principalement les coûts des personnels de La Poste travaillant exclusivement pour La Banque Postale) est refacturé à l'euro/l'euro à La Banque Postale.

3.4.1 Environnement économique et financier

Après s'être orienté en légère hausse sur le second semestre 2015 pour approcher 1 % en fin d'année, le taux de l'OAT 10 ans s'est de nouveau inscrit dans une tendance baissière au cours du premier semestre 2016. Sous l'effet notamment des incertitudes autour du référendum britannique, il a côtoyé les niveaux record du printemps 2015. Fin juin, le Brexit a provoqué un mouvement massif de « flight to quality » entraînant les titres allemands et français vers un record inédit, l'OAT atteignant 0,10 % début juillet et le Bund affichant un rendement négatif. Ces taux bas, conjugués à la politique accommodante de la Banque Centrale Européenne, ont fait chuter au plus bas depuis la Libération les taux offerts aux clients pour des crédits immobiliers¹². La BCE a en effet abaissé en mars une nouvelle fois son taux de dépôt qui s'établit ainsi à -0,40 %, et augmenté son montant d'achat mensuel de titres. L'Eonia a perdu 10 points de base supplémentaires sur le semestre à -0,34 %. Se reporter à la partie 1.2 pour plus de détail.

Dans cet environnement incertain, le CAC 40 s'est maintenu tout au long du semestre à un niveau bas avec une moyenne à 4 345 points. Cette moyenne tutoyait les 4 900 points au premier semestre 2015 avec un pic à près de 5 300 points.

¹² Observatoire Crédit Logement/CSA du Financement des Marchés Résidentiels

3.4.2 Activités commerciales

La Banque Postale a poursuivi ce semestre la mise en œuvre de son plan stratégique dont la priorité est le développement commercial. Ainsi La Banque Postale et Le Réseau La Poste finalisent cette année l'organisation managériale du réseau entamée depuis deux ans avec la mise en place au 1^{er} janvier 2016 de 1 600 directeurs de secteurs et de leurs équipes (voir section 3.5). Accompagnée d'un dispositif ambitieux de développement des compétences bancaires, cette organisation apporte plus d'efficacité au service des clients. Dans ce cadre également, La Banque Postale a fait évoluer au cours du semestre sa gouvernance en élargissant son directoire avec l'entrée d'Anne-Laure Bourn, directrice générale adjointe du Groupe en charge du Réseau et désormais directrice déléguée des Services financiers, renforçant ainsi les liens avec son réseau de distribution.

Avec l'installation durable d'un contexte de taux bas, les placements liquides subissent d'importants retraits au profit de placements à plus long terme dont la rémunération reste encore attractive. Au global, les encours d'épargne progressent sur un an de 2,0 milliards d'euros pour atteindre 304,9 milliards d'euros (+ 0,7 %) :

	2016.06	2015.06	Variation	
(en milliards d'euros)			(en Md€)	(en %)
Dépôts à vue	56,7	52,8	+4,0	+7,5
Epargne ordinaire	80,4	83,1	-2,7	-3,3
Livret A	59,6	62,0	-2,3	-3,8
LEP	7,8	8,0	-0,2	-2,2
LDD	7,2	7,3	-0,1	-1,2
Autres livrets	5,7	5,8	-0,1	-1,9
Epargne logement	31,4	29,6	+1,8	+6,0
OPCVM ^(a)	11,5	13,9	-2,4	-17,2
Assurance-Vie ^(a)	123,8	122,3	+1,6	+1,3
Autres ^(b)	1,0	1,2	-0,2	-16,4
EPARGNE CLIENTELE	304,9	302,9	+2,0	+0,7

(a) Produits distribués par le réseau de la Banque Postale, BPE et EasyBourse (OPCVM).

(b) Comptes à terme et PEP.

Les encours d'épargne de bilan¹³ sont en hausse de 1,7 % soutenus par la progression des encours de dépôts à vue et l'attractivité des Plans Epargne Logement.

Les encours de dépôts à vue, à 56,7 milliards d'euros, affichent une croissance significative de 4,0 milliards d'euros (+7,5 %). La clientèle des entreprises contribue fortement à cette progression

¹³ Dépôts à vue et épargne hors OPCVM et assurance-vie

avec des encours de 5,8 milliards d'euros en hausse de 16,9 % par rapport à juin 2015, illustrant la stratégie de développement de La Banque Postale sur cette clientèle.

Malgré l'abaissement en février du taux des nouveaux contrats à 1,5 %, les Plans d'Épargne Logement restent privilégiés par les épargnants dans cet environnement de taux bas. L'épargne logement atteint 31,4 milliards d'euros d'encours à fin juin 2016, en progression de 1,8 milliard d'euros.

Les livrets quant à eux subissent une décollecte nette importante engendrant une baisse de 2,7 milliards d'euros (-3,3 %) des encours. Le livret A, dont le taux est fixé à 0,75 % depuis le 1^{er} août 2015, est particulièrement impacté avec des encours en retrait de 3,8 %.

Les OPCVM pâtissent également du contexte défavorable de faiblesse des taux courts et de baisse des marchés. Sur un an, les encours s'affichent en recul de 17,2 % à 11,5 milliards d'euros.

Les encours d'assurance-vie, à 123,8 milliards d'euros, sont pour leur part en hausse de 1,6 milliard d'euros (+1,3 %). La collecte brute du semestre atteint 4,8 milliards d'euros en progression de 15 % par rapport à 2015.

La Banque Postale, qui a célébré ses 10 ans d'existence, confirme son rôle croissant dans le financement de l'économie avec des encours de crédits à la clientèle en progression de 3,5 milliards d'euros (+5,1 %) à 70,9 milliards d'euros au 30 juin 2016:

	2016.06	2015.06	Variation	
(en milliards d'euros)			(en Md€)	(en %)
Crédits immobiliers	54,6	54,2	+0,5	+0,8
Crédits à la consommation	4,7	4,3	+0,4	+9,7
Autres crédits ^(a)	0,8	0,8	-0,1	-6,4
Crédits aux personnes morales ^(b)	10,8	8,1	+2,6	+32,5
CREDITS CLIENTELE	70,9	67,4	+3,5	+5,1

(a) D.A.V débiteurs et différés cartes bancaires.

(b) Entreprises, Bailleurs Sociaux, Associations et Collectivités Territoriales.

Après une année 2015 marquée par un mouvement massif de renégociations et de rachats, le marché du crédit immobilier tend à se normaliser au premier semestre 2016. Sur les douze derniers mois, les encours de crédits à l'habitat de La Banque Postale et de ses filiales ont progressé de 0,8 % à 54,6 milliards d'euros.

Les crédits à la consommation, gérés par La Banque Postale Financement, affichent toujours un vif développement avec des encours qui atteignent 4,7 milliards d'euros (9,7 % par rapport à juin 2015) portés par la dynamique commerciale.

La Banque Postale finance également depuis 2012 les entreprises et le secteur public local. Cette activité atteint 10,8 milliards d'encours à fin juin 2016, en progression de 32,5 % sur un an après

cession de 3,5 milliards d'euros d'encours à la Caisse Française de Financement Local sur la période, conformément au modèle de développement mis en place lors de l'entrée de La Banque Postale sur le marché du secteur public local. La Banque Postale continue à développer son offre à destination des personnes morales et a signé en avril de nouveaux accords avec le groupe BEI (Banque Européenne d'Investissement), notamment au travers d'une convention de garantie InnovFin (soutien aux entreprises innovantes).

3.4.3 Performance opérationnelle

Le Produit Net Bancaire (PNB) de La Banque Postale s'élève à 2 974 millions d'euros à fin juin 2016, en progression de 1,6 % par rapport à juin 2015 (+46 millions d'euros). Retraité de la variation de la provision épargne logement et de l'effet périmètre¹⁴, le PNB est en retrait de 6,3 % en lien avec le contexte de taux bas.

(en millions d'euros)	2016.06	2015.06	Variation	
		pro forma (a)	vs pro forma (en M€)	(en %)
Gestion d'actifs	80	64	+16	+25,8
Assurance	97	92	+5	+4,9
Banque de détail	2 797	2 773	+25	+0,9
<i>Marge nette d'intérêts</i>	1 675	1 690	-15	-0,9
<i>Commissions</i>	1 171	1 119	+52	+4,6
<i>Autres produits et charges</i>	-49	-36	-12	+34,1
PRODUIT NET BANCAIRE	2 974	2 929	+46	+1,6

(a) 2015 pro forma de la bascule des activités de LBPGP du pôle gestion d'actifs au pôle banque de détail et du reclassement de poste à poste de commissions de mouvement sur titres

Le PNB du pôle Gestion d'Actifs s'établit à 80 millions d'euros, en hausse de 16 millions d'euros avec les intégrations de Fédéris et Ciloger (+22 millions d'euros). Le pôle avait bénéficié au premier semestre 2015 d'un effet marché favorable dont il ne profite pas cette année. La Banque Postale Asset Management adapte son offre au contexte actuel de taux et lance une nouvelle gamme de cinq fonds d'allocation flexible. Ces fonds, qui bénéficient d'une expertise mondiale grâce au partenariat avec Aegon Asset Management, répondent aux attentes de la clientèle de La Banque Postale en optimisant le rendement tout en respectant un cadre de risque défini et maîtrisé. Lancée mi-mai, cette gamme a déjà collecté 170 millions d'euros.

A 97 millions d'euros, le PNB du pôle Assurance affiche une progression de 4,9 % par rapport à juin 2015 à mettre en relation avec un portefeuille de contrats en hausse de 6,0 % sous l'effet des bons résultats commerciaux des offres IARD et Santé en particulier. Ainsi les contrats IARD progressent

¹⁴ Effet périmètre liés aux intégrations de Fédéris et Ciloger en 2015

de 16 % et les contrats Santé de 52 % portés par le succès des offres Assurance Coups Durs Santé et Oui Santé (destinée aux bénéficiaires de l'Aide à la Complémentaire Santé).

Après retraitement de la provision épargne logement, le PNB du pôle Banque de Détail affiche une baisse de 6,6 % (-187 millions d'euros).

- La Marge Nette d'Intérêts (MNI) retraitée est en repli de 227 millions d'euros subissant les effets adverses d'un contexte de taux historiquement bas. Le recul du rendement des crédits immobiliers (renégociations et remboursements anticipés de 2015) et la baisse de la rémunération de l'épargne centralisée à la Caisse des Dépôts concourent à cette évolution. Les revenus des portefeuilles sont en repli à -142 millions d'euros, partiellement compensés par la plus-value de cession de 107 millions d'euros des titres Visa Europe à Visa Inc .
- Les commissions affichent une progression de 52 millions d'euros traduisant la poursuite du développement de l'équipement clientèle et la progression des commissions d'assurance-vie (+15 % de collecte brute par rapport au premier semestre 2015 et mise en application du nouveau partenariat entre La Banque Postale et la CNP). A l'inverse, les indemnités de remboursement anticipé sont en recul du fait de la normalisation du marché des crédits immobiliers.

	2016.06	2015.06	Variation	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)
Produit net bancaire	2 974	2 929	+46	+1,6
Frais de gestion	-2 376	-2 386	+10	-0,4
Résultat brut d'exploitation	599	543	+56	+10,3
Coût du risque	-84	-73	-11	+14,7
Gains et pertes sur autres actifs	-1	-1	-0	+41,0
RESULTAT D'EXPLOITATION	514	468	+45	+9,6
<i>Coefficient d'exploitation LBP</i>	<i>80,7%</i>	<i>81,5%</i>		<i>-0,8 pts</i>

Les frais de gestion de la branche Banque Postale sont stables à 2 376 millions d'euros¹⁵ (-0,4 % par rapport juin 2015) malgré la mise en œuvre progressive des grands programmes de transformation de la banque, le développement des filiales et la cotisation au Fonds de Résolution Unique. Cette stabilité traduit les efforts de maîtrise des charges de La Banque Postale et de La Poste (au travers des conventions avec le Réseau notamment).

¹⁵ Retraités de l'effet périmètre, les frais de gestion sont en recul de 24 millions d'euros (-1,0 %).

Comme indiqué les années précédentes, La Banque Postale fait l'objet d'un contrôle fiscal qui porte notamment sur la conformité des règles applicables à l'épargne réglementée et dans le cadre duquel des provisions sont constituées.

Le résultat brut d'exploitation de la branche s'élève à 599 millions d'euros en progression de 56 millions d'euros par rapport à juin 2015 (+10,3 %). Le coefficient d'exploitation de La Banque Postale s'améliore à 80,7 % au 30 juin 2016 (81,5 % à fin juin 2015).

Le coût du risque, à 84 millions d'euros, affiche une hausse de 11 millions d'euros, hausse à attribuer à la croissance des encours et au renforcement de la couverture des risques des crédits immobiliers en convergence avec les modèles internes. Le coût du risque de crédit, rapporté aux encours, se maintient à un niveau bas de 19 points de base¹⁶.

Le résultat d'exploitation de la branche La Banque Postale s'élève ainsi à 514 millions d'euros en juin 2016.

3.4.4 Structure financière

La Banque Postale présente une structure financière solide avec un ratio Common Equity Tier 1¹⁷ atteignant 13,4 %, niveau très supérieur à l'exigence minimale « SREP » de 9,3125 %¹⁸ fixée par la Banque Centrale Européenne et applicable au 1^{er} janvier 2016.

Le ratio global de solvabilité, renforcé en juin 2016 par une émission de 500 millions d'euros de titres subordonnés Tier 2 de maturité 12 ans, s'élève pour sa part à 19,4 % contre 18,7 % en décembre 2015.

Avec application de l'acte délégué d'octobre 2014, le ratio de levier¹⁹ estimé à fin juin 2016 s'établit à 5,0 %.

La position de liquidité du bilan demeure confortable et se traduit par un ratio crédits sur dépôts à 74 % et un ratio LCR (ratio de liquidité court terme estimé) à 224 %.

¹⁶ Coût du risque de crédit de la banque commerciale rapporté aux encours de début de période.

¹⁷ Ratio CET1 avec application des mesures transitoires. Le ratio CET1 fully loaded s'élève à 14,4 %.

¹⁸ Exigence de 9,25 % publiée par la BCE en 2015 suite à l'exercice de revue et d'évaluation (SREP) assorti d'un coussin de fonds propres additionnel de 0,0625 %

¹⁹ Ratio estimé avec prise en compte de l'acte délégué publié par la Commission Européenne le 10 octobre 2014 sur le traitement de l'épargne centralisée à la CDC, sous réserve de l'autorisation de la Banque Centrale Européenne. Sans acte délégué, le ratio est estimé à 3,4 %

3.5 Le Réseau La Poste

La branche « Réseau La Poste » agrège les activités de vente et de distribution, auprès du grand public, des produits et services du Groupe La Poste (Réseau La Poste Maison Mère) ainsi que la filiale La Poste Telecom (intégrée sur la ligne quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint) distribuant son offre sous la marque « La Poste Mobile ».

(en millions d'euros)	2016.06	2015.06	Variation	
			vs N-1 (en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	2 038	2 049	-11	-0,5
<i>dont CA hors Groupe</i>	15	17	-3	-16,4
Charges opérationnelles	-2 031	-2 084	+53	-2,5
Résultat d'exploitation avant quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	7	-35	+42	n.s.
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	-3	-2	-1	+71,7
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	4	-37	+41	n.s.

Le chiffre d'affaires interne représente la facturation des prestations réalisées par le Réseau La Poste pour le compte des autres branches. Il est régi par des accords de services :

- Conventions de service assises sur des inducteurs opérationnels (chiffre des ventes, objets traités) avec la branche Services-Courrier-Colis, la branche GeoPost (Chronopost);
- Pour La Banque Postale, convention de service basée sur les opérations traitées pour l'activité financière aux guichets et facturation au réel des coûts de la ligne conseil bancaire intégrée au Réseau (conseillers financiers, conseillers spécialisés en immobilier, etc.) ;
- Transfert au secteur 'Non affecté' des coûts liés aux missions d'accessibilité du service universel postal, des coûts liés à la mission d'aménagement du territoire et des charges transitoires (notamment les dispositifs de fin de carrière).

3.5.1 Réseau La Poste

Avec ses 17 101 points de contact en France, dont 8 017 en partenariat (agences postales communales et relais poste) au 30 juin 2016, le Réseau La Poste est le réseau de distribution physique le plus dense du territoire. Face à la poursuite de la baisse des volumes du courrier et à celle de la fréquentation des clients en bureaux de poste, passée en une décennie de 2,7 millions de visites par jour à 1,6 million actuellement, le Réseau La Poste a fait évoluer son organisation, ses métiers et s'adapte sur un marché en pleine mutation afin de préserver ses capacités de croissance, en particulier sur le secteur bancaire. Les principaux chantiers initiés depuis plusieurs années se concentrent sur les objectifs suivants :

- L'accélération du développement commercial fondé sur l'excellence du service et la capacité du Réseau La Poste à s'adapter aux évolutions des comportements des clients :
 - ✓ Simplification du parcours client en bureaux de poste, dans la continuité de la réduction du nombre de références des produits courrier-colis
 - ✓ Intégration des guichetiers à la dynamique bancaire, permettant aux clients d'accéder rapidement à des produits bancaires simples (cartes bancaires, offres d'assurance pour appareils nomades, etc.)
 - ✓ Garantie d'une synergie commerciale avec la branche Services-Courrier-Colis au travers d'objectifs communs sur les 500 zones de marché créées en 2014, quel que soit le canal de vente utilisé par le client (bureaux de poste, établissements courrier, télévente et internet).
 - ✓ Mise en place depuis le 2 janvier 2016 d'une nouvelle organisation managériale composée de 1 600 secteurs, qui s'appuie sur de nouveaux métiers, et qui marque une étape clé de la transformation du Réseau. Ainsi, les guichetiers, acteurs de premier plan de la relation client, sont devenus des chargés de clientèle et le directeur de secteur se concentre sur le développement commercial. Il est entouré d'une équipe renforcée de responsables qui facilitent l'activité des conseillers bancaires et qui animent les forces de vente en charge de la banque, du courrier / colis, des pros et de la Poste Mobile. Ainsi, cette organisation est :
 - plus concentrée, tout en restant compatible avec le principe de proximité avec le client et avec les équipes
 - différenciée, pour tenir compte des tailles et spécificités des points de contact inclus dans chaque secteur en fonction de sa zone de chalandise
 - attentive à la personnalisation de la relation client y compris vers une clientèle fragile en les dirigeant vers la plateforme de conseils (l'Appui de La Banque Postale).
- La transformation du numérique est un défi relevé par le Réseau : dans les bureaux de poste, le digital est présent depuis plusieurs années via les automates de nouvelle

génération qui permettent aux clients d'effectuer directement les opérations simples (achats de timbres, affranchissements, recommandés, envois de colis, etc.). La dynamique digitale, initiée fin 2014, avec les terminaux tactiles Smarteo pour les guichetiers permet de faciliter la relation commerciale en accédant rapidement aux différents services et applications informatiques (619 bureaux équipés de terminaux tactiles Smarteo au 30 juin ; 1 100 bureaux en seront équipés d'ici la fin 2016). Le Réseau propose également un nouveau service de retrait de colis hors domicile via un réseau de consignes Pick-up (94 bureaux équipés au 30 juin).

- L'accessibilité avec des formats adaptés aux usages des clients : au-delà du numérique, le Réseau de demain s'adapte aux nouveaux modes de vie des Français, modes de vie qui varient d'un territoire à l'autre :
 - ✓ En milieu rural, plusieurs nouvelles formes de mutualisation sont déployées, comme l'accueil dans les bureaux de poste de maisons de services au public (40 installations en 2015 et 98 au premier semestre 2016 avec un objectif de 500 à fin 2016) prévues comme des lieux d'accueil, d'information et d'accompagnement auprès du public dans ses démarches administratives, ou encore le facteur-guichetier en association avec la branche Services-Courrier-Colis qui permet de maintenir la présence de La Poste dans des villages où les bureaux sont très peu fréquentés (305 bureaux étaient transformés fin 2015 et 135 bureaux supplémentaires sur le 1^{er} semestre 2016) ;
 - ✓ En milieu urbain, de nouveaux formats se mettent en place en concertation avec les municipalités afin de mieux comprendre les projets de la ville et travailler avec leurs acteurs. 400 La Poste Relais sont déjà ouverts dans l'urbain, des projets sont en cours avec de grandes enseignes nationales (accords cadre avec Franprix, Total ou Carrefour « Proximité », etc..).

Au total, sur le premier semestre, 188 nouveaux partenariats ont été créés en urbain et dans le rural.

- La maîtrise des coûts de ce réseau commercial dont l'utilisation par les branches du Groupe leur est refacturée. Les plans d'actions déployés ont permis la réduction des coûts d'exploitation du Réseau de 2,5% sur le semestre par rapport à l'année précédente.

3.5.2 La Poste Mobile

La Poste Telecom, opérateur de réseau mobile virtuel du Groupe détenu à 51 % en partenariat avec SFR-Numéricable qui possède les 49 % restant, propose son offre sous la marque « La Poste Mobile ».

Avec la commercialisation de 276 000 nouvelles lignes sur le premier semestre, La Poste Mobile détient après 5 ans d'existence, un parc de 1,3 million de lignes au 30 juin 2016, en croissance de 10% par rapport à 2015.

La Poste Mobile poursuit sa croissance en adaptant ses offres aux besoins des clients, dans un environnement très concurrentiel. Ainsi, tout en conservant ses gammes simples et accessibles au plus grand nombre, elle a lancé en février 2016 son offre triple ou quadruple play par 'fibre optique' sous la marque La Poste Mobile, qui a rencontré un fort succès avec la souscription de 11 300 box sur le premier semestre dans les bureaux de poste des zones couvertes par la fibre et sur internet. Cette nouvelle offre complète l'offre ADSL 'Quatro' (TV, internet, téléphonie fixe et mobile) en partenariat avec SFR-Numéricable (13 200 box commercialisées sur le semestre).

Le nombre de clients fréquentant chaque jour les bureaux de poste et les valeurs de confiance portées par Le Groupe La Poste sont de solides atouts pour La Poste Mobile.

3.6 Numérique

La branche Numérique est composée de la direction du Numérique (expérience clients, services en ligne, confiance numérique, innovation, transformation interne) et de trois filiales B to B : Docapost (spécialiste de la transformation numérique des organisations), Mediapost Communication (maîtrise des médias digitaux et traitement des datas) et Start'inPost (accélérateur industriel de start-up).

Acteur de l'accélération de la transformation numérique du Groupe et du développement de chiffre d'affaires aux bornes du Groupe, la branche Numérique rassemble plus de 4 900 collaborateurs autour de trois missions clés :

- Mettre ses expertises au service du Groupe et des branches : développement de nouvelles offres, centre d'expertise de méthodes agiles et d'architecture ouverte, innovation, transformation numérique interne avec la DRH Groupe. Dans ce cadre, elle est en charge de la politique data du Groupe avec le pilotage du projet prioritaire commun « connaissance des clients particuliers, pros et entreprises » destiné à unifier les bases de données des différentes entités du Groupe.
- Assurer un rôle de réseau de distribution numérique via La Poste en ligne avec une ambition forte de développement de chiffre d'affaires pour les branches.
- Gérer une activité économique en propre avec ses deux filiales, Docapost et Mediapost Communication dont l'objectif est de développer de nouvelles activités numériques.

(en millions d'euros)	2016.06	2015.06	Variation	
			(en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	289	278	+11	+4,0
<i>dont CA hors groupe</i>	240	234	+6	+2,4
Charges opérationnelles	-289	-287	-2	+0,7
RESULTAT D'EXPLOITATION	-0	-9	+9	-96,4
<i>Marge opérationnelle</i>	<i>-0,1 %</i>	<i>-3,4 %</i>		<i>+3,3 pt</i>

3.6.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2016 de 289 millions d'euros est en progression de 11 millions d'euros par rapport à 2015 (soit 4,0%) :

- Le chiffre d'affaires de la direction numérique, dont la mission est de contribuer au développement de l'activité numérique des branches du Groupe, est de 26 millions d'euros, en progression de 3,1 millions d'euros. Il est en partie porté depuis le 1^{er} janvier 2015 par le commissionnement sur les ventes en ligne du site Laposte.fr ainsi que les revenus publicitaires associés. Il bénéficie également de la facturation de prestations internes vis-à-vis des autres entités du Groupe, dont le coût de la politique d'innovation du Groupe. Ainsi le commissionnement est en progression de 0,3 millions d'euros par rapport à 2015, notamment en raison du développement des ventes en lignes du Courrier. Les refacturations sont en progression de 2,8 millions d'euros, en lien avec l'accroissement des développements intégrés dans le périmètre de la direction numérique.
- Le pôle Docapost poursuit la refonte de son cœur de métier pour intervenir désormais sur la transformation numérique :
 - ✓ De secteurs économiques (ou d'activités) : Santé, Administration, Middle market (TPE et PME sur l'ensemble de leur chaîne de valeur) ;

- ✓ De grandes fonctions encore internalisées dans les entreprises : RH, Finance, Achats et Relation clients.

Docapost leur propose différents services comme la création de plateformes numériques, la dématérialisation, la gestion d'opération de vote interne en ligne, la sécurisation des échanges électroniques, des solutions de e-paiement...

Témoin du développement de ces activités, le chiffre d'affaires de Docapost atteint 219 millions d'euros à l'issue du premier semestre 2016, en progression de 9 millions d'euros par rapport à l'année dernière, soit +4,4 %. Il profite de l'impact de l'acquisition de Docapost Fast (cf. chapitre 1.4.6.1) pour 2 millions d'euros, du développement continu de l'activité « contraventionnel » pour 4 millions d'euros (lié à l'accroissement des volumes de +25 %) et de la bonne dynamique sur les activités dématérialisation et e-factures du pôle Confiance pour 3 millions d'euros.

- Le chiffre d'affaires du pôle Mediapost Communication atteint 48 millions d'euros, en progression de 2 millions d'euros (+3,3 %) par rapport au premier semestre 2015. La poursuite de la dynamique commerciale sur le pôle Data, en particulier sur SDS et Média Prisme (Concordéo et broking), est accompagnée de la bonne activité sur le pôle Conseil, notamment sur Mediapost Publicité (+8 %). Elles sont en partie compensées par le retrait sur l'activité de régie publicitaire en ligne d'Adverline, affectée par l'atonie du marché. De plus, Mediapost Communication est également touchée par une évolution de son périmètre, suite à l'arrêt de l'activité de Mix Commerce en fin d'année 2015, impactant négativement le chiffre d'affaires de près de 0,5 million d'euros.

3.6.2 Résultat d'exploitation

Les charges d'exploitation sont en progression de 2 millions d'euros par rapport au premier semestre 2015, avec néanmoins une évolution contrastée entre la direction numérique et les filiales. Ainsi les charges de la direction numérique progressent de 5 millions d'euros, en lien avec l'accroissement des projets numériques et la montée en charge de certains d'entre eux, lancés en 2015. Les charges sur les filiales numériques sont en diminution de 4 millions d'euros, comprenant d'une part l'impact de provisions exceptionnelles passées au premier semestre 2015 chez Mediapost Communication et d'autre part la progression des charges d'exploitation chez Docapost imputable au développement de l'activité.

Le résultat d'exploitation consolidé de la branche Numérique à fin juin 2016, de -0,3 million d'euros, est donc en progression de 9 millions d'euros par rapport à 2015.

3.7 Autres Secteurs

3.7.1 L'Immobilier

Le secteur Immobilier correspond à la filiale Poste Immo et à la Direction de l'Immobilier de La Poste maison mère.

(en millions d'euros)	2016.06	2015.06	Variation	
			(en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	418	414	+4	0,9
<i>dont CA hors Groupe</i>	5	4	+1	29,8
Charges opérationnelles courantes	-406	-412	+6	-1,5
Résultat de cession	-6	1	-7	<i>n.s.</i>
Résultat d'exploitation avant quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	6	3	+3	<i>n.s.</i>
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	1	1	-1	-62,0
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	6	4	+2	51,8
<i>Marge opérationnelle</i>	<i>1,5 %</i>	<i>1,0 %</i>		<i>0,5 pt</i>

Le chiffre d'affaires de l'Immobilier s'élève à 418 millions d'euros, en hausse de 4 millions d'euros, soit +0,9% par rapport à 2015, la hausse des facturations intragroupe (+2,3 millions d'euros) étant couplée à une progression des facturations auprès des clients externes au Groupe (+1,3 million d'euros).

La hausse des facturations internes, principalement liée à la hausse des compléments de loyers et des prestations de services délivrées par le pôle immobilier, est maîtrisée grâce à la réduction significative des loyers patrimoniaux facturés aux branches (réduction des surfaces d'exploitation). Cette évolution traduit la poursuite des efforts d'optimisation des surfaces par les branches du Groupe.

Dans le cadre de l'élargissement de ses activités, Poste Immo a poursuivi le déploiement d'opérations de développement et de co-promotion externes pour valoriser son parc, contenir la vacance et contribuer à la génération de revenus à moyen terme pour le Groupe.

Le résultat d'exploitation après contrôle conjoint s'élève à 6 millions d'euros, en progression de 2 millions d'euros par rapport à 2015, reflétant la stabilité des charges de gestion du pôle immobilier. Le résultat de cessions, en retrait significatif du fait de la vente d'une quote-part d'immeubles générant une moins-value de cessions, est compensé par des reprises de provisions sur parc immobilier constituées en 2015.

3.7.2 Supports et structures

Le secteur 'Supports et structures' correspond aux directions Supports (principalement Informatique, Gestion de parc de véhicules, Activités sociales et Approvisionnements) qui refacturent leurs prestations aux autres branches d'activité et aux coûts du siège du Groupe.

<i>(en millions d'euros)</i>	2016.06	2015.06	Variation	
			<i>(en M€)</i>	<i>(en %)</i>
Produits opérationnels	363	332	+31	+9,2
Charges opérationnelles	-431	-491	+60	-12,3
RESULTAT D'EXPLOITATION	-68	-159	+91	-57,0

Les produits opérationnels s'établissent à 363 millions d'euros en juin 2016 dont :

- 341 millions d'euros pour les produits intragroupe résultant de la facturation des prestations fournies aux autres branches d'activité par les Supports et les centres de services 'facturants' du Siège. Les prix unitaires sont fixés préalablement à l'exercice par convention de service et la facturation dépend des volumes réalisés ;
- 22 millions d'euros de frais de siège Groupe supportés par les filiales (management fees).

Hors effet périmètre, l'augmentation des facturations s'élève à 19 millions d'euros et s'explique à hauteur de 11 millions d'euros sur les activités sociales par la prise en charge en 2016 de l'ensemble des agents mis à disposition de l'action sociale ainsi que des charges immobilières des restaurants inter-entreprises (RIE) situés dans des sites patrimoniaux multi-occupants initialement répartis dans les branches. Par ailleurs, la hausse de 6 millions d'euros des facturations relatives aux véhicules s'explique par l'augmentation de l'entretien hors-forfait et de l'impact du mix véhicules thermiques/électriques.

Hors effet périmètre et impact des provisions antérieures constituées dans le cadre du déménagement des Sièges, les efforts de rationalisation des charges d'exploitation du Siège du Groupe progressent de 8 millions d'euros.

3.7.3 Charges non affectées

<i>(en millions d'euros)</i>	2016.06	2015.06	Variation	
			<i>(en M€)</i>	<i>(en %)</i>
Coût net de la présence territoriale	-287	-287	+0	-0,1
Autres charges opérationnelles	-73	-43	-30	68,0
RESULTAT D'EXPLOITATION	-360	-331	-29	-8,8

Le secteur 'Non affecté' comprend les coûts de la mission d'accessibilité du service universel postal, les coûts de la mission d'aménagement du territoire, l'abattement sur la fiscalité locale correspondant et enfin les charges transitoires liées aux dispositifs de fin de carrière considérés comme transverses au Groupe et donc non affectées aux branches.

L'augmentation des autres charges correspond à l'impact du coût des adhésions généré par la prolongation d'un dispositif de fin de carrière non affecté aux branches.

4. Autres agrégats-clés du compte de résultat

4.1 Résultat financier

	Exercice clos le 30 juin			
	2016.06	2015.06	Variation	
			vs n-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)
Charge nette d'intérêts	-70	-74	+4	-5,7
Variation de 'juste valeur' y compris spread de crédit de la dette	-8	11	-19	n.s.
Coût de l'endettement financier net	-79	-63	-15	+24,4
Autres éléments du résultat financier	-13	-11	-2	+18,5
RESULTAT FINANCIER	-92	-74	-17	+23,5

Le résultat financier se dégrade de 17 millions d'euros sur le premier semestre 2016 par rapport à 2015 et atteint - 92 millions d'euros.

La baisse du coût moyen de la dette estimé à 4 ans (2,66%, contre 2,75% à fin juin 2015), conjugué à une baisse de la dette brute moyenne concourent à une diminution de la charge nette d'intérêts de 4 millions d'euros par rapport à 2015.

La variation de juste valeur de la dette et des dérivés, qui correspond à une charge de 8 millions d'euros sur le semestre, génère un écart défavorable de 19 millions d'euros par rapport à 2015.

Les autres éléments du résultat financier (13 millions d'euros en 2016), en augmentation de 2 millions d'euros par rapport à 2015, correspondent essentiellement à la charge de désactualisation de la dette sociale (14 millions d'euros en 2016, soit une hausse de 2 millions d'euros par rapport à 2015).

4.2 Résultat net part du Groupe

	Exercice clos le 30 juin			
	2016.06	2015.06	Variation	
			vs n-1	
<i>(en millions d'euros)</i>			<i>(en M€)</i>	<i>(en %)</i>
Produits opérationnels	11 770	11 459	+311	+2,7
Charges opérationnelles	-10 915	-10 844	-71	+0,7
Résultat d'exploitation	855	615	+241	+39,2
Quote part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint	-3	1	-5	n.s.
REX après quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	852	616	+236	+38,3
Résultat financier	-92	-74	-17	+23,5
Résultat courant avant impôt	760	542	+218	+40,3
Impôt sur le résultat	-148	-217	+68	-31,5
Quote-part de résultat des autres sociétés mises en équivalence	88	113	-25	-22,3
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	700	438	+262	+59,8
Résultat net part du Groupe	675	424	+252	+59,4
Intérêts minoritaires	24	14	+10	+70,1

Le résultat net part du Groupe s'établit à 675 millions d'euros à fin juin 2016. Il est en hausse de 252 millions d'euros par rapport au premier semestre 2015.

Cette progression est essentiellement soutenue par le résultat d'exploitation après quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint qui, à 852 millions d'euros, est en hausse de 236 millions d'euros.

Le résultat courant avant impôts, qui intègre une dégradation du résultat financier de 17 millions d'euros, est en hausse de 218 millions d'euros et s'établit ainsi à 760 millions d'euros.

La charge d'impôt du Groupe s'élève à 148 millions d'euros. Elle est en baisse de 68 millions d'euros, dont 32 millions d'euros provenant de la charge d'impôts courants et 36 millions d'euros provenant des impôts différés (voir note 10 impôts sur les résultats des comptes consolidés du Groupe).

La quote-part de résultat des autres sociétés mises en équivalence s'établit à 88 millions d'euros à fin juin 2016. Elle est en baisse de 25 millions d'euros par rapport à juin 2015 et intègre principalement la contribution de CNP Assurances que le Groupe détient à hauteur de 20,15 %.

5. Endettement et solidité financière

Les tableaux présentés ci-dessous sont aménagés pour prendre en compte la coexistence d'activités bancaires et d'activités industrielles et commerciales au sein d'un même groupe et donner une appréciation plus économique de leur contribution respective à la génération de trésorerie du Groupe.

La Poste, en tant que maison mère du Groupe, assure en effet le financement des activités industrielles et commerciales et les besoins en fonds propres de La Banque Postale. Dans ce cadre, La Banque Postale, bien que consolidée par intégration globale, est appréhendée ci-dessous au travers des dividendes qu'elle distribue à sa maison mère, considérés comme les flux de trésorerie qui restent disponibles pour le Groupe, une fois satisfaites les obligations réglementaires en termes de fonds propres.

Ainsi, la dette nette du Groupe ne prend pas directement en compte La Banque Postale pour laquelle ce concept n'est pas pertinent. La dette nette du Groupe varie donc essentiellement en fonction des éléments suivants :

- La capacité des activités industrielles et commerciales à dégager des flux de trésorerie disponibles excédentaires (Excédent brut d'exploitation, variations du besoin en fonds de roulement, investissements et croissance externe éventuelle) ;
- Les dividendes versés par La Banque Postale à La Poste (dont les coupons des titres hybrides AT1) ou provenant des entités mises en équivalence et inversement les augmentations de capital éventuelles dans ces entités;
- La charge d'impôt sur les sociétés résultant notamment du groupe d'intégration fiscale constitué entre La Poste et ses filiales ;
- Le coût des capitaux employés par la Poste, mesuré au travers des intérêts versés sur la dette nette et des dividendes versés à ses actionnaires.

5.1 Variation de la Dette Nette

5.1.1 Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles

Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles sont en baisse de 241 millions d'euros par rapport à juin 2015 :

(en millions d'euros)	Exercice clos le 30 juin			
	2016.06	2015.06	Variation	
			vs n-1 (en M€)	(en %)
Excédent Brut d'Exploitation (Hors Banque)	613	629	-16	-2,6
Dividendes recus de LBP et des Sociétés Mises en Equivalence	321	335	-14	-4,1
Variation du besoin en fonds de roulement	-88	-117	+30	-25,3
CICE de la période	-168	-171	+3	-1,5
Impôts payés	-15	222	-237	n.s.
Autres éléments des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	-1	5	-6	n.s.
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES	662	903	-241	-26,7

L'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) hors Banque diminue de 16 millions d'euros à fin juin 2016, et s'établit à 613 millions d'euros. La baisse porte sur l'ensemble des branches du périmètre, hormis GeoPost dont l'EBE progresse de 38 millions d'euros. Le CICE généré au cours de la période est de 168 millions d'euros, relativement stable par rapport à juin 2015.

Les dividendes reçus de La Banque Postale et des sociétés mises en équivalence baissent globalement de 14 millions d'euros, dont 28 millions d'euros provenant des dividendes reçus de sociétés de promotion immobilière mises en équivalence par Poste Immo. Les dividendes reçus de La Banque Postale ont progressé de 13 millions d'euros.

L'écart favorable de variation du BFR (30 millions d'euros) est induit par la branche Services-Courrier-Colis qui contribue favorablement à hauteur de 91 millions d'euros, cette contribution étant amoindrie par les variations défavorables enregistrées sur les branches Numérique (- 33 millions d'euros) et GeoPost (- 27 millions d'euros)

Le flux d'impôts de - 15 millions d'euros à fin juin correspond à :

- A l'impôt versé de 94 millions d'euros. Il est en écart défavorable de 78 millions d'euros par rapport à 2015, l'écart provenant pour l'essentiel d'une baisse des flux sur IS reçus de La Banque Postale et de ses filiales intégrées fiscalement.
- Au CICE imputé sur l'impôt de 80 millions d'euros, en écart défavorable de 158 millions d'euros par rapport au premier semestre 2015. Le groupe avait imputé en 2015 un montant de 153 millions d'euros sur la liquidation d'IS 2014 en plus du CICE imputé sur les acomptes d'IS (75 millions d'euros en 2015 et 80 millions d'euros en 2016).

5.1.2 Flux de trésorerie des activités d'investissement hors Banque

Les flux nets de décaissements au titre des investissements hors Banque s'élevèrent à 471 millions d'euros à fin juin 2016, soit une consommation de trésorerie supérieure de 101 millions d'euros à celle du premier semestre 2015, avec notamment une progression des achats d'actifs corporels et incorporels et des acquisitions de filiales.

<i>(en millions d'euros)</i>	Exercice clos le 30 juin			
	2016.06	2015.06	Variation	
			<i>vs n-1</i>	
			<i>(en M€)</i>	<i>(en %)</i>
Achats d'actifs incorporels et corporels	-401	-312	-88	+28,2
Achats d'actifs financiers	-15	-8	-7	+95,5
Cession d'actifs	44	37	+7	+20,3
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	-99	-86	-13	+15,0
Cessions de filiales, sous déduction de la trésorerie cédée	-1	-1	-0	+9,2
FLUX DE TRESORERIE DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT HORS BANQUE	-471	-370	-101	+27,2

5.1.2.1 Achats d'actifs corporels et incorporels

Les achats d'actifs corporels et incorporels sont en hausse par rapport à juin 2015 de 88 millions d'euros. La hausse des investissements réalisés au cours du premier semestre 2016 de 31 millions d'euros, portant notamment sur les acquisitions de véhicules et les dépenses engagées dans le cadre du projet village La Poste est accentuée par une baisse des dettes de fournisseurs d'immobilisations de 57 millions d'euros.

Les achats d'actifs incorporels et corporels se répartissent par branche comme indiqué ci-dessous :

	Exercice clos le 30 juin			
	2016.06	2015.06	Variation	
<i>(en millions d'euros)</i>			<i>vs n-1</i>	
			<i>(en M€)</i>	<i>(en %)</i>
Services - Courrier - Colis	-99	-85	-14	+16,8
GeoPost	-63	-46	-17	+38,0
Réseau La Poste	-23	-14	-9	+68,8
Numérique	-33	-21	-12	+57,8
Immobilier	-107	-90	-17	+19,3
Supports & Autres	-76	-58	-18	+30,6
Achat d'actifs incorporels et corporels	-401	-312	-88	+28,2
Variation des fournisseurs d'immobilisations	66	10	+57	n.s.
INVESTISSEMENTS REALISES HORS BANOUE	-334	-303	-31	+10,4

Plus précisément, la hausse des 88 millions d'euros des achats d'actifs incorporels et corporels se décline de la manière suivante :

- La branche Services – Courrier – Colis : 99 millions d'euros d'acquisitions, générant ainsi une hausse de 14 millions d'euros:
 - ✓ Courrier maison mère : 72 millions d'euros, en hausse de 12 millions d'euros par rapport à juin 2015, dont 6 millions d'euros provenant de la variation des fournisseurs d'immobilisations. Les investissements concernent à plus de 60% des immobilisations incorporelles correspondant à des développements des systèmes d'informations.
 - ✓ Colis : 10 millions d'euros, au premier semestre 2016 ;
 - ✓ Filiales Courrier : 17 millions d'euros, en hausse de 3 millions d'euros par rapport à 2015. Les investissements des filiales publicitaires s'élèvent à 11 millions d'euros, en augmentation de 4 millions d'euros, portée par la mécanisation de Mediapost France. Les investissements des filiales logistiques de 6 millions d'euros diminuent de près de 2 millions d'euros, expliqués par les aménagements et agencements de sites en N-1.
- GeoPost : 63 millions d'euros, soit une progression de 17 millions d'euros par rapport à juin 2015 qui marquait la fin d'un cycle d'investissements majeurs engagés au UK en 2014. Le niveau de CAPEX du premier semestre 2016 atteint un niveau plus représentatif au regard de l'activité usuelle de GeoPost avec des investissements dédiés aux systèmes d'information et aux hubs et dépôts,
- Réseau : 23 millions d'euros d'acquisitions, en hausse de 9 millions d'euros exclusivement induite par une diminution des dettes de fournisseurs d'immobilisations.

- Numérique : 33 millions d'euros, en hausse de 12 millions d'euros par rapport à juin 2015, dont une progression de 8 millions d'euros sur les filiales du Numérique induite notamment par le développement de plateformes et l'acquisition de matériels au sein de Docapost.
- Immobilier : 107 millions d'acquisitions, en hausse de 17 millions d'euros, principalement induite par le projet « Village La Poste » et plus modestement par les travaux de mise en conformité des actifs patrimoniaux du Groupe ;
- Supports et autres : 76 millions d'euros, en hausse de 18 millions d'euros dont 19 millions provenant des acquisitions de véhicules. Les acquisitions de véhicules du premier semestre 2015 avaient été particulièrement faibles du fait d'importants retards de livraison.

Les locations financières ne sont pas prises en compte dans ce tableau, conformément à la norme IAS 7.

5.1.2.2 **Achats d'actifs financiers**

Les achats d'actifs financiers (dépôts de garantie et titres de participation) ne comprennent pas les 'Placements de trésorerie à plus de 3 mois' (respectivement 320 millions d'euros et 600 millions d'euros à fin juin 2016 et fin juin 2015). Les achats d'actifs financiers réalisés à fin juin 2016 s'élèvent à 15 millions d'euros, en hausse de 7 millions d'euros par rapport à fin juin 2015.

5.1.2.3 **Acquisitions et croissance externe**

Les acquisitions à fin juin 2016, sous déduction de la trésorerie acquise, s'élèvent à 99 millions d'euros. Elles ont principalement été réalisées par GeoPost pour 59 millions d'euros avec notamment l'acquisition pour 75 millions d'euros des 50% de titres restants dans Armadillo qui est désormais consolidée en intégration globale. A la suite de cette opération, la participation antérieurement détenue a fait l'objet d'une réévaluation pour un montant de 60 millions d'euros. La branche Numérique a également procédé à des acquisitions de croissance externe pour un montant de 39 millions d'euros sous déduction de la trésorerie acquise (société Applicam notamment).

5.1.2.4 **Cessions d'actifs**

Les cessions d'actifs, à 44 millions d'euros, sont inférieures de 7 millions d'euros à celles du premier semestre 2015. Les cessions d'actifs recouvrent notamment les ventes de véhicules du Groupe (10 millions d'euros) et les cessions d'immeubles du parc immobilier de La Poste (26 millions d'euros).

5.1.3 Indicateur de Santé Economique

L'indicateur de Santé Economique (ISE) est un indicateur de gestion destiné à mesurer la capacité du Groupe à financer sa croissance externe au moyen de la trésorerie générée par l'activité opérationnelle de la période, et après rémunération des apporteurs de capitaux.

Les indicateurs entrant dans la composition de l'ISE sont présentés en détail dans le tableau ci-dessous.

	Exercice clos le 30 juin			
	2016.06	2015.06	Variation	
			vs n-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)
Excédent Brut d'Exploitation	613	629	-16	-2,6
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	321	335	-14	-4,1
Impôts sur les bénéfices	-94	-16	-78	n.s.
Intérêts financiers nets versés	-29	-24	-4	+17,2
Autres éléments du flux de trésorerie des opérations	-1	5	-6	n.s.
Flux de trésorerie des opérations	810	929	-119	-12,8
Variation de BFR	-88	-117	+30	-25,3
CICE généré et imputé	-89	67	-156	n.s.
Achats d'actifs incorporels et corporels (nets cessions VHP)	-390	-306	-84	+27,6
Flux de trésorerie disponible d'exploitation	243	572	-329	-57,5
Dividendes versés	-173	-171	-1	+0,8
INDICATEUR DE SANTE ECONOMIQUE	70	401	-331	-82,4

L'ISE du premier semestre 2016 est de 70 millions d'euros, en retrait de 331 millions d'euros par rapport au premier semestre 2015.

L'essentiel de l'écart à 2015 porte sur le montant de CICE imputé sur l'impôt (-158 millions d'euros), le Groupe ayant imputé en 2015 un montant de 153 millions d'euros sur la liquidation d'IS 2014 en plus du CICE imputé sur acomptes d'IS (75 millions d'euros en 2015 et 80 millions d'euros en 2016). Les achats d'actifs nets des cessions Véhiposte qui progressent de 84 millions d'euros contribuent également à l'amointrissement de l'ISE sur le premier semestre 2016.

5.1.4 Variation de la dette nette

La dette nette du Groupe augmente de 80 millions d'euros au cours du premier semestre 2016, passant de 3 657 millions d'euros à 3 737 millions d'euros.

Outre un flux de trésorerie disponible excédentaire de 191 millions d'euros, en baisse de 342 millions d'euros par rapport à juin 2015, le Groupe a versé en 2016 173 millions d'euros de dividendes aux actionnaires au titre du résultat 2015 et payé 29 millions d'euros d'intérêts financiers nets, en baisse de 4 millions d'euros par rapport à juin 2015.

Le flux net de trésorerie disponible à fin juin 2016 est de - 10 millions d'euros. Il est inférieur de 347 millions d'euros au flux net de trésorerie disponible de 2015.

(en millions d'euros)	Exercice clos le 30 juin			
	2016.06	2015.06	Variation	
			vs n-1 (en M€)	(en %)
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	662	903	-241	-26,7
Flux de trésorerie des activités d'investissement	-471	-370	-101	+27,2
Flux de Trésorerie Disponible	191	532	-342	-64,2
Dividendes versés	-173	-171	-1	+0,8
Intérêts financiers nets versés	-29	-24	-4	+17,2
Flux net de trésorerie disponible	-10	337	-347	n.s.
Augmentation de Capital	-6	0	-6	n.s.
Incidence des variations de périmètre sur la dette brute	2	2	-0	-0,7
Rachat d'intérêts minoritaires	-7	-5	-2	+40,1
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	-7	10	-16	n.s.
Augmentation des dettes de location financement	-6	-4	-3	+67,8
Variation des ICNE sur instruments financiers	-43	-49	+5	-10,7
Autres éléments	-2	1	-4	n.s.
VARIATION DE LA DETTE NETTE (*)	-80	292	-372	n.s.

(*) : "-":augmentation / "+":diminution

5.2 Variation de trésorerie

La trésorerie du Groupe La Poste est passée de 2 457 millions d'euros à l'ouverture à 2 093 millions d'euros à fin juin 2016, soit une diminution de 363 millions d'euros qui s'explique principalement par :

- Un flux net de trésorerie disponible négatif de 10 millions d'euros ;
- Une consommation de la trésorerie provenant des emprunts pour un montant net de 525 millions d'euros dont principalement:

- ✓ - 500 millions d'euros sur le remboursement d'un emprunt obligataire émis en 2009 ;
- ✓ - 16 millions d'euros provenant de la baisse de l'encours des billets de trésorerie (encours nul à fin juin 2016).
- Une variation des actifs financiers de gestion de trésorerie de 171 millions d'euros provenant de :
 - ✓ L'arrivée à échéance de titres obligataires pour un montant de 191 millions d'euros ;
 - ✓ Une augmentation des actifs financiers sous forme de titres et de comptes à terme à plus de 3 mois pour un montant de 20 millions d'euros.
- Une consommation de 40 millions d'euros au titre des flux de trésorerie intragroupe avec La Banque Postale dont :
 - ✓ Des placements sous forme de compte rémunéré et de comptes à terme ouverts à La Banque Postale en baisse de 23 millions d'euros;
 - ✓ Une diminution de 15 millions d'euros de la dette vis-à-vis de La Banque Postale au titre de la position globale des 'dettes / créances' intragroupe.

	Exercice clos le 30 juin			
	2016.06	2015.06	Variation	
			vs n-1	
<i>(en millions d'euros)</i>			<i>(en M€)</i>	<i>(en %)</i>
Flux net de trésorerie disponible	-10	337	-347	n.s.
Augmentation de Capital	-6	0	-6	n.s.
Variation de trésorerie provenant des emprunts	-525	343	-869	n.s.
Variation des actifs financiers de gestion de trésorerie	171	-39	+210	n.s.
Autres flux liés aux opérations de financement	-21	-18	-3	+15,2
Flux de trésorerie Intragroupe	40	-51	+91	n.s.
Autres éléments	-12	0	-12	n.s.
Variation de la trésorerie	-363	572	-936	n.s.
Trésorerie à l'ouverture	2 457	1 389	+1 067	+76,8
TRESORERIE A LA CLOTURE	2 093	1 962	+132	+6,7

5.3 Décomposition de l'endettement financier

5.3.1 Endettement brut

L'endettement brut du Groupe a diminué de 539 millions d'euros au cours du premier semestre 2016. Il est désormais de 6 774 millions d'euros.

Le détail de l'endettement brut du Groupe à fin juin 2016 et à fin décembre 2015 est donné ci-dessous :

(en millions d'euros)	Exercice clos le 30 juin			
	2016.06	2015.12	Variation	
			vs n-1 (en M€)	(en %)
Obligations	6 114	6 656	-541	-8,1
Obligations Court terme	248	787	-540	-68,5
Obligations Moyen et long terme	5 867	5 869	-2	-0,0
Bons La Poste	58	59	-1	-2,1
Bons La Poste Court terme	58	59	-1	-2,1
Bons La Poste Moyen et Long terme	0	0	+0	-
Billets de trésorerie	0	16	-16	-100,0
Billets de trésorerie Court terme	0	16	-16	-100,0
Billets de trésorerie Moyen et Long terme	0	0	+0	-
Dépôts et cautionnements recus	251	320	-69	-21,5
Dépôts et cautionnements recus Court terme	225	293	-69	-23,5
Dépôts et cautionnements recus Moyen Long terme	26	26	+0	+0,3
Interêts courus	150	132	+18	+13,7
Interêts courus	150	132	+18	+13,7
Autres	200	130	+70	+53,7
Autres Court terme	130	57	+74	n.s.
Autres Moyen Long terme	70	73	-4	-5,3
ENDETTEMENT BRUT	6 774	7 313	-539	-7,4
Endettement Brut Court terme	811	1 345	-534	-39,7
Endettement Brut Moyen Long terme	5 963	5 968	-5	-0,1

La dette obligataire brute de La Poste est constituée d'une dizaine d'emprunts à taux fixe d'origine, variabilisés pour certains dans le cadre de placements à taux variables, puis pour certains, refixés en fonction des anticipations de remontée des taux.

Les principaux mouvements intervenus sur la dette brute au cours du premier semestre 2016 sont les suivants :

- La dette obligataire a diminué en juste valeur de 541 millions d'euros au cours du premier semestre 2016 et s'établit désormais à 6 114 millions d'euros après remboursement d'un emprunt obligataire de 500 millions d'euros ;

- Les bons La Poste restent stables à 58 millions d'euros ;
- Billets de trésorerie en diminution de 16 millions d'euros. L'encours des billets de trésorerie est nul à fin juin 2016 ;
- Les dépôts et cautionnements reçus sont en diminution de 69 millions pour s'établir à 251 millions d'euros ;
- Variation des intérêts courus non échus de 18 millions d'euros. Cette variation est conforme au cycle récurrent de versement des intérêts du Groupe.

Le coût de la dette s'établit à 2,66 % en 2016 (3,66 % avant gestion active).

5.3.2 Endettement net

	Exercice clos le 30 juin			
	2016.06	2015.12	Variation	
			vs n-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)
Dettes brutes à la clôture	6 774	7 313	-539	-7,4
Trésorerie	-2 093	-2 457	+363	-14,8
Autres éléments d'actif	-943	-1 199	+255	-21,3
ENDETTEMENT NET FIN DE PERIODE	+3 737	3 657	+80	+2,2

L'endettement net du Groupe s'élève à 3 737 millions d'euros à fin juin 2016, en hausse de 80 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2015.

Les autres éléments d'actifs correspondent :

- Aux placements supérieurs à 3 mois, dont une partie des placements de trésorerie adossés à de futures échéances obligataires ; ils s'élèvent à 320 millions d'euros à fin juin 2016 et sont en diminution de 172 millions d'euros depuis le 1^{er} janvier;
- Aux dérivés actifs associés à la dette (juste valeur de 273 millions d'euros à fin juin 2016 en diminution de 37 millions d'euros);
- A la situation financière nette envers La Banque Postale (350 millions d'euros, dont 200 millions d'euros de comptes à terme, 155 millions d'euros en comptes rémunérés, 6 millions d'euros sur les comptes courants et une dette nette vis-à-vis de La Banque Postale au titre de 'dettes/créances' de 12 millions d'euros).

5.4 Capitaux propres et structure financière

(en millions d'euros)	Exercice clos le 30 juin			
	2016.06	2015.12	Variation	
			vs n-1 (en M€)	(en %)
Capitaux Propres Part du Groupe (ouverture)	9 723	9 113	+610	+6,7
Augmentation de capital	0	0	-0	-100,0
Résultat net part du Groupe	675	635	+40	+6,3
Distribution de dividendes	-171	-171	0	0,0
Résultat latent sur instruments financiers	181	64	+117	n.s.
Ecart de conversion	-8	-29	+20	-70,8
Ecarts actuariels	-29	19	-47	n.s.
Autres éléments	-78	91	-169	n.s.
Capitaux Propres Part du Groupe (cloture)	10 293	9 723	+570	+5,9
Intérêts minoritaires	80	292	-213	-72,7
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (CLOTURE)	10 373	10 015	+358	+3,6

Les capitaux propres part du Groupe s'élevaient à 10 293 millions d'euros à fin juin 2016, soit une progression de 570 millions d'euros.

5.5 Notation financière

Les notations de La Poste et de La banque Postale demeurent inchangées au 1^{er} semestre 2016.

Notation de La Poste

Société	Agences	Notation Long Terme	Notation Court Terme	Perspective	Dernière révision
La Poste	Fitch Ratings	A+	F1	Stable	7 décembre 2015
	Standard and Poor's	A	A-1	Stable	20 novembre 2015

Notation de La Banque Postale

Société	Agences	Notation Long Terme	Notation Court Terme	Perspective	Dernière révision
La Banque Postale	Fitch Ratings	A-	F1	Stable	4 mai 2016
	Standard and Poor's	A	A-1	Stable	3 décembre 2015

6. Perspectives et évènements post clôture

6.1 Perspectives

Le Groupe anticipe pour l'année 2016 une légère croissance de son chiffre d'affaires, et une progression de son résultat et de sa marge d'exploitation, dans un contexte de taux d'intérêt bas et de dématérialisation des échanges qui devrait perdurer. La génération de trésorerie devrait rester positive.

Les tendances constatées au premier semestre devraient se confirmer.

Le Groupe poursuivra ses plans d'actions visant à sa transformation, en se mobilisant sur chacun des axes de son plan stratégique, l'engagement des collaborateurs, le développement, la performance et les synergies.

6.2 Evènements post clôture

Néant.

**ETATS FINANCIERS CONSOLIDES RESUMES
AU 30 JUIN 2016**

SOMMAIRE

COMPTES CONSOLIDÉS

Compte de résultat	70
État du résultat global	71
Bilan	72
Variation des capitaux propres	74
Tableau des flux de trésorerie	77

GENERALITES

Note 1 Événements significatifs du semestre	78
1.1 Acquisition de la totalité des titres de La Banque Postale Prévoyance	78
1.2 Émission obligataire de La Banque Postale	78
1.3 Cession des titres Visa Europe au profit de Visa Inc.	78
1.4 Principales évolutions du périmètre de consolidation	78
Note 2 Règles et méthodes comptables	79
2.1 Référentiel comptable	79
2.2 Bases d'évaluation et recours à des estimations	79
Note 3 Information sectorielle	80

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Note 4 Chiffre d'affaires	82
Note 5 Produit net bancaire	82
Note 6 Achats et autres charges externes	83
Note 7 Charges de personnel et effectifs	83
Note 8 Autres charges et produits opérationnels	84
Note 9 Résultat financier	84
9.1 Coût de l'endettement financier net	84
9.2 Autres éléments financiers	84
Note 10 Impôts sur le résultat	85

NOTES SUR LE BILAN

Note 11 Écarts d'acquisition (goodwill)	86
Note 12 Immobilisations incorporelles et corporelles	87

Note 13 Participations dans les sociétés mises en équivalence	87
Note 14 Autres actifs des activités industrielles et commerciales	88
Note 15 Actifs financiers des activités bancaires	89
Note 16 Provisions pour risques et charges	90
16.1 Provisions spécifiques aux activités bancaires et d'assurance	90
16.2 Autres provisions pour risques et charges	90
Note 17 Emprunts obligataires et autres dettes financières	91
17.1 Détail des dettes financières	91
17.2 Emprunts obligataires	91
17.3 Instruments dérivés liés à la dette obligataire	92
Note 18 Dette nette du Groupe	92
18.1 Situation de la dette nette du Groupe	92
18.2 Évolution de la dette nette du Groupe	93
Note 19 Avantages du personnel	93
Note 20 Passifs financiers des activités bancaires	94
Note 21 Dettes fournisseurs et autres dettes	94

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Note 22 Informations complémentaires sur les instruments financiers	95
22.1 Impact des instruments financiers des activités bancaires sur le résultat et les capitaux propres	95
22.2 Juste valeur des instruments financiers comptabilisés au coût amorti	95
22.3 Hiérarchie des justes valeurs comptabilisées au bilan	96
22.4 Exposition aux risques souverains	97
Note 23 Transactions avec les parties liées	99
Note 24 Engagements hors bilan et passifs éventuels	99
Note 25 Événements postérieurs à la clôture	99

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en millions d'euros)	NOTE	S1 2016	S1 2015	2015
Chiffres d'affaires des activités commerciales	4	8 799	8 537	17 315
Produit net bancaire	5	2 971	2 922	5 730
Produits opérationnels		11 770	11 459	23 045
Achats et autres charges	6	(4 056)	(3 806)	(8 078)
Charges de personnel	7	(6 270)	(6 351)	(12 731)
Impôts et taxes	8	(206)	(169)	(293)
Amortissements, provisions et pertes de valeur	8	(533)	(602)	(1 282)
Autres charges et produits opérationnels	8	163	85	235
Résultat des cessions d'actifs		(13)	(3)	(25)
Charges opérationnelles nettes		(10 915)	(10 844)	(22 174)
Résultat d'exploitation avant quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint		855	615	871
Quote-part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint	13	(3)	1	3
Résultat d'exploitation après quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint		852	616	875
Coût de l'endettement financier net		(79)	(63)	(133)
Autres éléments du résultat financier		(13)	(11)	(21)
Résultat financier	9	(92)	(74)	(154)
Résultat avant impôt des entreprises intégrées		760	542	721
Impôt sur le résultat	10	(148)	(217)	(253)
Quote-part de résultat des autres sociétés mises en équivalence	13	88	113	207
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		700	438	675
Part du Groupe		675	424	635
Part des minoritaires		24	14	39

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

Montants nets d'impôt (en millions d'euros)	S1 2016	S1 2015	2015
Résultat net de l'ensemble consolidé	700	438	675
ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL COMPTABILISÉS EN CAPITAUX PROPRES			
Éléments recyclables			
Variation des résultats latents sur instruments financiers	159	(158)	19
<i>Reclassement en résultat net de l'exercice</i>	(131)	(42)	(54)
Écart de conversion	(42)	40	30
<i>Reclassement en résultat net de l'exercice</i>			
Quote part des autres éléments du résultat global des sociétés mises en équivalence	38	7	(16)
<i>Dont - variation des résultats latents sur instruments financiers de la CNP</i>	5	8	42
<i>- autres résultats latents sur instruments financiers</i>	(1)		
<i>- réserves de conversion</i>	34	(1)	(58)
Éléments non recyclables			
Écarts actuariels sur avantages du personnel	(29)	63	19
Total éléments du résultat global comptabilisés en capitaux propres (nets d'impôts)	126	(48)	51
Résultat global	826	390	726
RÉSULTAT GLOBAL PART DU GROUPE	793	381	690
Résultat global part des minoritaires	33	10	36

BILAN CONSOLIDÉ

ACTIF

<i>(en millions d'euros)</i>	NOTE	30/06/2016	31/12/2015
Écarts d'acquisition	11	2 107	1 968
Immobilisations incorporelles	12	874	860
Immobilisations corporelles	12	5 682	5 780
Participations dans les sociétés mises en équivalence	13	3 175	3 141
Autres actifs financiers non courants	14	527	707
Impôts différés actifs		275	343
ACTIF NON COURANT		12 638	12 800
Actifs courants bancaires			
Prêts et créances sur la clientèle	15	76 693	73 628
Prêts et créances sur les établissements de crédit	15	78 914	83 102
Portefeuille de titres	15	54 596	51 542
Autres actifs financiers courants	15	1 428	1 486
Comptes de régularisation	15	1 445	1 583
Caisse, banque centrale	15	7 275	1 812
Autres actifs courants			
Stocks et encours	14	112	109
Créances clients et autres créances	14	3 597	3 737
Autres actifs financiers courants	14	382	485
Créance d'impôt sur les bénéfices		204	196
Autres comptes de régularisation - Actif		84	66
Trésorerie et équivalents de trésorerie	14	2 093	2 457
Actifs destinés à être cédés		14	17
ACTIF COURANT		226 838	220 219
TOTAL ACTIF		239 476	233 019

PASSIF

(en millions d'euros)	NOTE	30/06/2016	31/12/2015
Capital social		3 800	3 800
Prime d'émission		900	900
Réserves		4 122	3 735
Résultat latent sur instruments financiers		1 133	952
Écarts actuariels sur avantages du personnel		(208)	(179)
Réserve de conversion		(129)	(121)
Résultat de l'exercice part du Groupe		675	636
Capitaux propres part du Groupe		10 293	9 723
Intérêts minoritaires		80	292
CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		10 373	10 015
Emprunts obligataires et dettes financières à moyen et long terme	17.1	5 963	5 968
Avantages du personnel - dette non courante	19	2 158	2 093
Provisions pour risques et charges non courantes	16.2	204	290
Impôts différés passifs		297	293
PASSIF NON COURANT		8 623	8 644
Provisions pour risques et charges courantes			
Provisions techniques des activités bancaires et d'assurance	16.1	2 508	2 513
Provisions pour risques et charges courantes	16.2	585	616
Emprunts obligataires et dettes financières à court terme	17.1	811	1 345
Passifs courants bancaires			
Dettes envers les établissements de crédit	20	14 543	15 741
Dettes envers la clientèle	20	176 384	171 384
Dettes représentées par un titre et autres passifs financiers	20	18 432	14 717
Comptes de régularisation	20	2 015	2 441
Autres passifs courants			
Dettes fournisseurs et autres dettes	21	4 119	4 652
État - Impôt sur les bénéfices		86	44
Avantages du personnel - dette courante	19	736	734
Autres comptes de régularisation - Passif		263	173
PASSIF COURANT		220 480	214 360
TOTAL PASSIF		239 476	233 019

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS 2016

1^{er} semestre 2016

Montants nets d'impôt (en millions d'euros)	Capital social	Prime d'émission	Résultat net non affecté	Réserves de conversion	Résultats latents sur instruments financiers CNP	Autres résultats latents sur instruments financiers	Écarts actuariels sur avantages du personnel	Autres réserves	Total part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres consolidés au 31 décembre 2015	3 800	900	636	(121)	677	275	(179)	3 735	9 723	292	10 015
Distribution de dividendes			(171)						(171)	(25)	(196)
Options de rachat d'intérêts minoritaires								(5)	(5)	(3)	(8)
Transactions avec intérêts minoritaires ^(a)						26		(78)	(52)	(218)	(270)
Affectation du résultat 2015			(465)					465			
Résultat global de la période			675	(8)	5	150	(29)		793	33	826
<i>Dont - Résultat net</i>			675						675	24	700
<i>- Autres éléments du résultat global</i>				(8)	5	150	(29)		118	9	126
Autres					(0)			5	5	(0)	5
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2016	3 800	900	675	(129)	682	451	(208)	4 122	10 293	80	10 373

(a) Incidence du rachat des intérêts minoritaires de La banque Postale Prévoyance (cf. note 1.1)

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS 2015

1^{er} semestre 2015

Montants nets d'impôt (en millions d'euros)	Capital social	Prime d'émission	Résultat net non affecté	Réserves de conversion	Résultats latents sur instruments financiers CNP	Autres résultats latents sur instruments financiers	Écarts actuariels sur avantages du personnel	Autres réserves	Total part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres consolidés au 31/12/2014	3 800	900	513	(92)	635	253	(198)	3 301	9 112	270	9 382
Distribution de dividendes			(171)						(171)	(11)	(182)
Options de rachat d'intérêts minoritaires								(1)	(1)	(6)	(7)
Transactions avec intérêts minoritaires ^(a)								94	94	(4)	90
Affectation du résultat 2015			(342)					342			
Résultat global de la période			424	40	8	(154)	63		381	10	390
<i>Dont - Résultat net</i>			424						424	14	438
<i>- Autres éléments du résultat global</i>				40	8	(154)	63		(43)	(5)	(48)
Autres		(0)			(0)			20	20	20	40
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2015	3 800	900	424	(52)	642	100	(135)	3 756	9 435	278	9 714

(a) Dont effet de dilution de la participation dans La Banque Postale Asset Management pour 93 millions d'euros, suite à la prise de 25% du capital par Aegon Asset Management dans le cadre d'un partenariat dans la gestion d'actifs.

Exercice 2015

Montants nets d'impôt (en millions d'euros)	Capital social	Prime d'émission	Résultat net non affecté	Réserves de conversion	Résultats latents sur instruments financiers CNP	Autres résultats latents sur instruments financiers	Écarts actuariels sur avantages du personnel	Autres réserves	Total part du groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres consolidés au 31/12/2014	3 800	900	513	(92)	635	253	(198)	3 301	9 112	270	9 382
Distribution de dividendes			(171)						(171)	(15)	(186)
Options de rachat d'intérêts minoritaires								(31)	(31)	(18)	(49)
Transactions avec intérêts minoritaires ^(a)								108	108	(12)	96
Affectation du résultat 2014			(342)					342			
Résultat global de la période			635	(29)	42	22	19		689	36	726
Dont - Résultat net			635						635	39	675
- Autres éléments du résultat global				(29)	42	22	19		54	(3)	51
Autres								16	16	31	47
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015	3 800	900	635	(121)	677	275	(179)	3 735	9 723	292	10 015

(a) Dont effet de dilution de la participation dans La Banque Postale Asset Management pour 93 millions d'euros, suite à la prise de 25% du capital par Aegon Asset Management dans le cadre d'un partenariat dans la gestion d'actifs.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2016			S1 2015			2015		
	Groupe	Hors Banque	La Banque Postale	Groupe	Hors Banque	La Banque Postale	Groupe	Hors Banque	La Banque Postale
Excédent brut d'exploitation	1 271	613	658	1 490	629	861	2 629	1 106	1 523
Variation des provisions sur actifs circulants et créances irrécouvrables	(78)	(1)	(77)	(98)	5	(103)	(219)	(8)	(211)
Produits et charges financières divers	(1)	(0)	(1)	(0)	(0)		1	1	0
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	1 192	611	581	1 392	633	759	2 411	1 099	1 312
Variation du besoin en fonds de roulement	(247)	(88)	(160)	(136)	(117)	(19)	57	(33)	90
CICE de la période (hors provisions)	(169)	(168)	(1)	(172)	(171)	(1)	(344)	(341)	(3)
Variation du solde des emplois et ressources bancaires	1 090		1 090	1 327		1 327	2 191		2 191
Impôts payés	(75)	(15)	(61)	72	222	(150)	51	431	(380)
Dividendes versés par La Banque Postale à La Poste		318	(318)		305	(305)		369	(369)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	110	3	106	137	31	106	157	51	106
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	1 899	662	1 237	2 621	903	1 718	4 522	1 574	2 948
Achat d'actifs incorporels et corporels	(496)	(401)	(96)	(394)	(312)	(82)	(993)	(778)	(215)
Achat d'actifs financiers	(19)	(15)	(4)	(29)	(8)	(21)	(43)	(35)	(8)
Encaissements générés par les cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	40	40		32	32		83	83	
Encaissements générés par les cessions d'actifs financiers	4	4		6	6		22	16	5
Incidences des variations de périmètre	(100)	(100)		(87)	(87)		(150)	(130)	(20)
Variations des actifs financiers de placement de la trésorerie	171	171		(39)	(39)		66	66	
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	(400)	(300)	(100)	(512)	(410)	(103)	(1 016)	(779)	(237)
Augmentation de capital	(6)	(6)		0	0		24		24
Dividendes versés	(195)	(173)	(22)	(181)	(171)	(10)	(188)	(173)	(15)
Intérêts financiers versés	(28)	(28)		(24)	(24)		(145)	(145)	
Encaissements provenant des nouveaux emprunts	500		500	735	735		1 795	1 045	750
Remboursements des emprunts	(526)	(526)		(392)	(392)		(600)	(600)	
Rachat d'intérêts minoritaires	(298)	(7)	(292)	(5)	(5)		101	(27)	128
Autres flux liés aux opérations de financement	(21)	(21)		96	(18)	114	(72)	(72)	
Flux intragroupe		40	(40)		(51)	51		244	(244)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	(573)	(720)	146	229	74	155	917	273	644
Diminution (augmentation) de trésorerie des activités bancaires au bilan hors incidence des variations de périmètre	(1 284)		(1 284)	(1 771)		(1 771)	(3 355)		(3 355)
Incidence des variations des cours des devises	(5)	(5)		5	5		(1)	(1)	
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie ^(a)	(363)	(364)		572	572		1 067	1 067	
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture ^(a)	2 457	2 457		1 389	1 389		1 389	1 389	
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture ^(a)	2 093	2 093		1 962	1 962		2 457	2 457	

(a) Hors encaisse des bureaux de poste.

GÉNÉRALITÉS

NOTE 1 ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS DU SEMESTRE

- 1.1 Acquisition de la totalité des titres de La Banque Postale Prévoyance
- 1.2 Émission obligataire de La Banque Postale
- 1.3 Cession des titres Visa Europe au profit de Visa Inc.
- 1.4 Principales évolutions du périmètre de consolidation

1.1 Acquisition de la totalité des titres de La Banque Postale Prévoyance

Dans le cadre du renouvellement du partenariat entre La Banque Postale et CNP Assurances, le Groupe a acquis en juin 2016 la totalité des intérêts minoritaires de La Banque Postale Prévoyance détenus par CNP Assurances. La Banque Postale Prévoyance étant déjà contrôlée par intégration globale, il n'y a pas d'impact sur le périmètre de consolidation.

Conformément à la norme IFRS 3, l'écart d'acquisition résultant de cet achat de titres complémentaires, soit 52 millions d'euros après retraitement du résultat de cession interne provenant du résultat mis en équivalence de CNP Assurances, a été comptabilisé en diminution des capitaux propres.

1.2 Emission obligataire de La Banque Postale

La Banque Postale a procédé le 9 juin 2016 à une émission obligataire d'un montant de 500 millions d'euros de maturité 12 ans. Il s'agit de la cinquième émission de titres *Tier II* de La Banque Postale.

1.3 Cession des titres Visa Europe au profit de Visa Inc.

La cession des titres Visa Europe au profit de Visa Inc. s'est déroulée en juin 2016. L'impact dans les comptes du Groupe est une plus-value brute de 106,9 millions d'euros.

1.4 Principales évolutions du périmètre de consolidation

Prise de contrôle d'Armadillo

GeoPost a pris en janvier 2016 le contrôle de la société russe Armadillo, précédemment sous contrôle conjoint, pour un montant de 75 millions d'euros.

La participation antérieurement détenue a fait l'objet d'une réévaluation conformément à IFRS 3 pour un montant de 60 millions d'euros.

Acquisition d'Applicam

Docapost a acquis en mai 2016 la société Applicam, spécialiste de la gestion des aides et subventions et de la monétique privative.

Cette société sera consolidée au second semestre 2016.

Compte de résultat à périmètre et change constants

Le résultat retraité neutralise l'effet de toutes les acquisitions de l'exercice en cours et des acquisitions de l'exercice précédent intervenues en cours de période. Il présente également les transactions en devises de la période comparative au taux moyen de la période en cours.

(en millions d'euros)	Résultat publié		Résultat retraité hors effets périmètre et change	
	S1 2016	S1 2015	S1 2016	S1 2015
Chiffre d'affaires et PNB	11 770	11 459	11 643	11 398
Achats et autres charges	(4 056)	(3 806)	(3 966)	(3 768)
Charges de personnel	(6 270)	(6 351)	(6 242)	(6 336)
Impôts et taxes	(206)	(169)	(205)	(168)
Amortissements et provisions	(533)	(602)	(532)	(600)
Autres charges et produits opérationnels courants	163	85	162	86
Résultat avant impôt des cessions d'actifs	(13)	(3)	(13)	(3)
Charges opérationnelles nettes	(10 915)	(10 844)	(10 796)	(10 790)
Résultat d'exploitation avant quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	855	615	848	609
Quote-part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint	(3)	1	(3)	0
RÉSULTAT D'EXPLOITATION APRÈS QUOTE-PART DE RÉSULTAT NET DES SOCIÉTÉS SOUS CONTRÔLE CONJOINT	852	616	845	609

NOTE 2 REGLES ET METHODES COMPTABLES

- 2.1 Référentiel comptable
- 2.2 Bases d'évaluation et recours à des estimations

La Poste, société mère du Groupe La Poste (« Le Groupe La Poste » ou « le Groupe »), est, depuis le 1^{er} mars 2010, une Société Anonyme, dont le siège social est situé 9 rue du colonel Pierre Avia à Paris. Elle était avant cette date un exploitant autonome de droit public, déjà soumise en matière de gestion financière et comptable aux règles applicables aux entreprises commerciales.

Les comptes consolidés semestriels résumés du Groupe La Poste au 30 juin 2016 sont arrêtés par le Conseil d'administration (séance du 28 juillet 2016).

2.1 Référentiel comptable

En application du règlement européen n°1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés résumés du Groupe La Poste au titre du semestre clos le 30 juin 2016 sont établis conformément aux normes comptables internationales (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union européenne, disponibles sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Les comptes consolidés résumés au 30 juin 2016 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 – *Information financière intermédiaire*. S'agissant de comptes résumés, ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets, et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe au 31 décembre 2015.

À l'exception des éléments décrits au paragraphe 2.1.1 ci-dessous, les principes comptables appliqués au 30 juin 2016 sont identiques à ceux retenus au 31 décembre 2015. Ces principes sont exposés en note 2 des états financiers du Groupe au 31 décembre 2015.

2.1.1 Normes et interprétations d'application obligatoire pour la première fois au 30 juin 2016

Les amendements suivants, applicables pour la première fois au 30 juin 2016, n'ont pas eu d'impact sur les comptes du Groupe :

Amendement	Date de publication
Amendements à IAS 1 : Initiative informations à fournir	12/2014
Amendements à IAS 16 et IAS 38 : Clarifications sur les modes d'amortissement acceptables	05/2014
Amendements à IAS 16 et IAS 41 : Plantes productrices	06/2014

Amendements à IAS 19 : Cotisations des membres du personnel	11/2013
Améliorations annuelles 2010-2012	12/2013
Amendements à IFRS 11 : Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans les entreprises communes	05/2014
Améliorations annuelles 2012-2014	11/2014
Amendements à IAS 27 : Méthode de mise en équivalence dans les comptes individuels	08/2014

2.1.2 Normes et interprétations d'application obligatoire postérieurement au 30 juin 2016 et non appliquées par anticipation

Le Groupe La Poste n'a appliqué par anticipation aucune norme ou interprétation dont la date d'application est postérieure au 30 juin 2016.

2.2 Bases d'évaluation et recours à des estimations

Les états financiers consolidés sont établis selon la convention du coût historique, à l'exception de certains instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur.

La préparation des états financiers amène le Groupe à procéder aux meilleures estimations possibles et à retenir des hypothèses qui affectent les montants d'actifs et de passifs figurant au bilan, les actifs et passifs éventuels mentionnés en annexe, ainsi que les charges et produits du compte de résultat. Les montants effectifs se révélant ultérieurement peuvent être différents des estimations et des hypothèses retenues.

Les principaux éléments concernés sont :

- Le calcul des engagements envers le personnel
- L'estimation des provisions pour risques et charges, notamment la provision Épargne Logement
- Les hypothèses retenues pour les tests de dépréciation des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles et corporelles
- L'évaluation des instruments financiers non cotés sur des marchés organisés
- Les évaluations opérées par La Banque Postale au titre du risque de crédit
- Les hypothèses et estimations retenues pour la mesure de l'efficacité des couvertures mises en place

NOTE 3 INFORMATION SECTORIELLE

Les principes d'évaluation de l'information sectorielle et les secteurs présentés n'ont pas connu de changement depuis le 31 décembre 2015.

1 ^{er} semestre 2016 (en millions d'euros)	Services-Courrier-Colis	GeoPost	La Banque Postale	Numérique	Réseau La Poste	Immobilier	Supports et structures	Non affecté ^(a)	Éliminations	Total Groupe
Chiffre d'affaires & PNB Externe	5 599	2 938	2 971	240	15	5	2			11 770
Chiffre d'affaires & PNB Intersecteurs	148	31	3	49	2 024	412	361		(3 027)	
Produits opérationnels	5 747	2 969	2 974	289	2 038	418	363		(3 027)	11 770
Résultat d'exploitation avant quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	503	255	514	(0)	7	6	(68)	(360)	(0)	855
Quote-part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint	1	(1)			(3)	1	(0)			(3)
Résultat d'exploitation après quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	504	254	514	(0)	4	6	(69)	(360)	(0)	852
Résultat financier								(92)		(92)
Impôt sur le résultat								(148)		(148)
Quote part de résultat des autres MEE	(0)	(1)	87	1		1				88
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ										700
Amortissements, provisions et pertes de valeur nets	(104)	(75)	(178)	(10)	(24)	(96)	(47)			(533)
Actifs sectoriels	2 699	4 161	224 915	696	192	3 669	8 498	(5 353)		239 476

1 ^{er} semestre 2015 (en millions d'euros)	Services-Courrier-Colis	GeoPost	La Banque Postale	Numérique	Réseau La Poste	Immobilier	Supports et structures	Non affecté ^(a)	Éliminations	Total Groupe
Chiffre d'affaires & PNB Externe	5 621	2 659	2 922	234	17	4	0			11 459
Chiffre d'affaires & PNB Intersecteurs	136	33	7	44	2 031	410	332		(2 993)	
Produits opérationnels	5 757	2 693	2 929	278	2 049	414	332		(2 993)	11 459
Résultat d'exploitation avant quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	507	170	468	(9)	(35)	3	(159)	(331)	0	615
Quote-part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint	1	1			(2)	1	(0)			1
Résultat d'exploitation après quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	508	171	468	(9)	(37)	4	(159)	(331)	0	616
Résultat financier								(74)		(74)
Impôt sur le résultat								(217)		(217)
Quote part de résultat des autres MEE	0	2	111	(1)		1				113
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ										438
Amortissements, provisions et pertes de valeur nets	(115)	(57)	(185)	(11)	(31)	(120)	(81)			(602)
Actifs sectoriels	2 739	3 788	219 610	573	228	3 656	8 246	(4 866)		233 973

Exercice 2015 <i>(en millions d'euros)</i>	Services- Courrier- Colis	GeoPost	La Banque Postale	Numéri- que	Réseau La Poste	Immobi- lier	Supports et structures	Non affecté ^(a)	Élimina- tions	Total Groupe
Chiffre d'affaires & PNB Externe	11 192	5 606	5 730	471	36	10	0			23 045
Chiffre d'affaires & PNB Intersecteurs	269	69	15	89	4 168	822	676		(6 108)	
Produits opérationnels	11 461	5 675	5 745	560	4 204	832	676		(6 108)	23 045
Résultat d'exploitation avant quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	694	264	851	(14)	(9)	25	(221)	(719)		871
Quote-part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint	3	4			(5)	2	(0)			3
Résultat d'exploitation après quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	697	268	851	(14)	(14)	27	(221)	(719)		875
Résultat financier								(154)		(154)
Impôt sur le résultat								(253)		(253)
Quote part de résultat des autres MEE	0	0	207	(1)		1				207
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ										675
Amortissements, provisions et pertes de valeur nets	(251)	(235)	(350)	(43)	(47)	(237)	(120)			(1 282)
Actifs sectoriels	2 849	4 060	217 891	600	230	3 685	9 023	(5 319)		233 019

(a) Dont essentiellement la contribution à l'aménagement du territoire (y compris les coûts relatifs à la contrainte d'accessibilité), le résultat financier et l'impôt sur le résultat.

NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

NOTE 4 CHIFFRE D'AFFAIRES

(en millions d'euros)	S1 2016	S1 2015	2015
Chiffre d'affaires Services-Courrier-Colis	5 599	5 621	11 192
Correspondance et autres produits et services La Poste	3 419	3 456	6 760
Courrier publicitaire	568	587	1 202
Presse ^(a)	269	283	563
Produits et services des filiales (courrier national)	233	224	458
Courrier international	327	308	618
Colis	783	764	1 591
Chiffre d'affaires GeoPost	2 938	2 659	5 606
Zone France	678	629	1 241
Zone Étranger	2 261	2 030	4 365
Chiffre d'affaires Numérique	240	234	471
Chiffre d'affaires Réseau La Poste ^(b)	15	17	36
Chiffre d'affaires Immobilier & Supports ^(c)	7	4	10
TOTAL	8 799	8 537	17 315

(a) Le chiffre d'affaires « Presse » comprend la rémunération contractuelle versée par l'État en contrepartie de l'avantage tarifaire accordé aux organismes de presse ainsi que la rémunération des opérateurs de presse.

(b) Le chiffre d'affaires Réseau La Poste comprend les commissions perçues sur l'activité externe (hors Courrier, Colis et Services Financiers) réalisée aux guichets du réseau postal (ventes de cartes téléphoniques par exemple) et sur les ventes de produits divers.

(c) Le chiffre d'affaires Immobilier correspond aux locations immobilières consenties à des preneurs externes au Groupe.

NOTE 5 PRODUIT NET BANCAIRE

(en millions d'euros)	S1 2016	S1 2015	2015
Intérêts et produits assimilés	2 306	2 563	4 851
Intérêts et assimilés sur opérations de trésorerie et interbancaires	551	741	1 386
Intérêts et assimilés sur opérations avec la clientèle	1 140	1 122	2 178
Intérêts sur actifs financiers disponibles à la vente et détenus jusqu'à l'échéance, et opérations de couverture	615	701	1 287
Intérêts et charges assimilées	(766)	(992)	(1 723)
Intérêts et assimilés sur opérations de trésorerie et interbancaires	3	3	15
Intérêts et assimilés sur opérations avec la clientèle	(655)	(854)	(1 536)
Intérêts sur dettes représentées par un titre et opérations de couverture	(114)	(141)	(201)
Produits de commissions	1 332	1 232	2 553
Charges de commissions	(139)	(133)	(275)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par le résultat	(57)	4	(74)
Gains ou pertes nets sur actifs disponibles à la vente	158	134	135
Marge des activités d'assurance	124	119	241
Produits et charges des autres activités	14	(5)	23
TOTAL	2 971	2 922	5 730

NOTE 6 ACHATS ET AUTRES CHARGES EXTERNES

Les achats et autres charges se décomposent comme suit :

(en millions d'euros)	S1 2016	S1 2015	2015
Services extérieurs et sous-traitance générale	801	724	1 673
Achats	233	222	522
Sous-traitance transport	2 010	1 866	3 751
Prestations du courrier international	99	95	194
Locations	410	414	860
Entretiens et réparations	201	194	437
Frais de télécommunications	71	68	147
Déplacements, missions	90	87	184
Autres charges	140	138	309
TOTAL	4 056	3 806	8 078

NOTE 7 CHARGES DE PERSONNEL ET EFFECTIFS

Les charges de personnel sont détaillées, ci-dessous, par nature de coût :

(en millions d'euros)	S1 2016	S1 2015	2015
Salaires, traitements, primes et indemnités	4 456	4 398	8 751
Cotisations retraites	591	635	1 250
Autres charges sociales	929	910	1 766
Prestations d'actions sociales	105	104	215
Produit CICE	(169)	(172)	(344)
Variation des provisions postérieures à l'emploi ^(a)	(138)	2	16
Variation des provisions sur risques sociaux et litige personnel	(74)	59	85
Variation des autres provisions sur le personnel	165	12	207
Impôts et taxes assis sur les rémunérations	405	403	784
TOTAL	6 270	6 351	12 731
Effectif moyen (en équivalent agent / année)	250 069	252 793	253 158

(a) Voir note 19.

La ligne « **Cotisations retraites** » correspond aux cotisations versées dans le cadre des régimes d'avantages au personnel postérieurs à l'emploi à cotisations définies. Depuis la mise en place en 2006 du

nouveau dispositif de financement des retraites des fonctionnaires de l'Etat rattachés à La Poste, cette ligne comprend notamment la contribution libératoire prévue par la loi.

NOTE 8 AUTRES CHARGES ET PRODUITS OPERATIONNELS

Les autres produits et charges opérationnels se composent des éléments suivants :

(en millions d'euros)	S1 2016	S1 2015	2015
Impôts locaux	(98)	(98)	(153)
Autres impôts et taxes	(108)	(71)	(140)
IMPÔTS ET TAXES	(206)	(169)	(293)
Pertes de valeur et mouvements nets de provisions sur actifs			
- écarts d'acquisition		(0)	(13)
- immobilisations	15	(11)	(24)
- actif circulant	(1)	5	(8)
Amortissements nets	(464)	(475)	(979)
Provisions pour risques et charges	1	(47)	(77)
Coût du risque des activités bancaires	(84)	(73)	(181)
AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	(533)	(602)	(1 282)
Production immobilisée	93	76	188
Redevances	(15)	(12)	(24)
Résultat réalisé suite à prise de contrôle ^(a)	63		17
Autres produits et charges opérationnels courants	22	21	54
AUTRES CHARGES ET PRODUITS OPÉRATIONNELS	163	85	235

(a) Effet principalement de la réévaluation des titres Armadillo (cf. note 1.4).

La production immobilisée concerne principalement des coûts de développement informatique comptabilisés en immobilisations incorporelles.

NOTE 9 RESULTAT FINANCIER

- 9.1 Coût de l'endettement financier net
- 9.2 Autres éléments financiers

9.1 Coût de l'endettement financier net

(en millions d'euros)	S1 2016	S1 2015	2015
Charges d'intérêts sur opérations de financement ^(a)	(77)	(85)	(172)
Variation de la juste valeur des emprunts et des swaps liés à la dette ^(b)	(8)	11	19
Produits de trésorerie ^(c)	6	10	20
TOTAL	(79)	(63)	(133)

(a) Y compris intérêts et résultats de résiliation des instruments dérivés associés à la dette.

(b) Y compris couverture de juste valeur sur emprunts.

(c) Y compris variation de juste valeur sur actifs financiers de placement.

9.2 Autres éléments financiers

Les autres éléments du résultat financier comprennent essentiellement la charge d'actualisation des provisions pour avantages du personnel (14 millions d'euros au 1^{er} semestre 2016, 12 millions d'euros au 1^{er} semestre 2015 et 24 millions d'euros pour l'année 2015).

NOTE 10 IMPOTS SUR LE RESULTAT

La charge d'impôt s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	S1 2016	S1 2015	2015
(Charge) d'impôt courant	(185)	(217)	(315)
(Charge) / produit d'impôt différé	37	1	62
(CHARGE) / PRODUIT TOTAL D'IMPÔT	(148)	(217)	(253)

La rationalisation de la charge d'impôt s'établit comme suit :

(en millions d'euros)	S1 2016	S1 2015
Résultat net part du Groupe	675	424
Quote-part des sociétés mises en équivalence	(84)	(114)
Impôt sur le résultat	148	217
Part revenant aux minoritaires	24	14
Résultat consolidé avant impôt et mises en équivalence	764	540
taux d'IS	34,43%	38%
Charge d'impôt théorique	(263)	(205)
Impôts différés non constatés sur les éléments suivants :		
- mouvements de la provision Épargne Logement	47	(26)
- modification dans les modalités de prise en charge des dispositifs d'aide à domicile et de chèques vacances	39	
Réévaluation des titres suite à prise de contrôle (essentiellement titres Armadillo)	22	
Limitations des impôts différés liés aux avantages du personnel	(28)	(19)
Différentiel de taux des filiales étrangères	16	19
CICE (produit non taxable)	58	65
Contribution sur revenus distribués	(9)	(8)
Autres différences permanentes (charges non déductibles)	(19)	(20)
Autres éléments	(11)	(23)
Retraitements de l'impôt	115	(12)
CHARGE D'IMPÔT RÉELLE	(148)	(217)

NOTES SUR LE BILAN

NOTE 11 ÉCARTS D'ACQUISITION (GOODWILL)

Détail de la valeur nette des écarts d'acquisition

(en millions d'euros) UGT	Secteur	30/06/2016	31/12/2015
DPD Europe continentale	GeoPost	772	636
DPD Allemagne		499	499
DPD Pologne (y compris Siodemka)		122	127
Armadillo Bizpak ^(a)		140	
Autres		11	10
Exapaq	GeoPost	334	334
GeoPost Espagne	GeoPost	283	268
Numérique	Numérique	151	143
GeoPost UK	GeoPost	131	148
La Banque Postale Prévoyance	La Banque Postale	94	94
Mediapost	Services-Courrier-Colis	55	55
Tigers	GeoPost	51	55
Viapost	Services-Courrier-Colis	39	39
Resto In	GeoPost	34	35
Ciloger	La Banque Postale	30	30
Groupe Tocqueville	La Banque Postale	28	28
DPD Laser Finance	GeoPost	24	23
WnDirect	GeoPost	24	23
Autres sociétés GeoPost	GeoPost	34	35
Autres sociétés bancaires	La Banque Postale	21	21
TOTAL		2 107	1 968
Services-Courrier-Colis		94	94
GeoPost		1 687	1 557
La Banque Postale		174	174
Numérique		151	143

(a) Voir note 1.4.

Évolution des écarts d'acquisition

(en millions d'euros)	S1 2016	2015
Solde en début de période	1 968	1 805
dont : Valeur brute	2 113	1 948
Dépréciation	(145)	(143)
Acquisitions ^(a)	168	168
Écarts de conversion	(29)	8
Pertes de valeur		(13)
SOLDE EN FIN DE PÉRIODE	2 107	1 968
dont : Valeur brute	2 252	2 113
Dépréciation	(146)	(145)

(a) Dont principalement au premier semestre 2016 Armadillo pour 140 millions d'euros et des franchises Seur en Espagne pour 15 millions d'euros.

Pertes de valeur

Le Groupe La Poste procède à un test de perte de valeur de ses écarts d'acquisition, sur une base annuelle ou plus fréquente si des événements ou des changements indiquent qu'ils ont pu perdre de la valeur. Ces tests sont réalisés selon la procédure

décrite en note 15.3 de l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2015.

Aucune perte de valeur n'a été comptabilisée au 1^{er} semestre 2016.

NOTE 12 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

(en millions d'euros)	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	TOTAL
VALEURS BRUTES			
Solde au 31/12/2015	2 852	12 068	14 920
Acquisitions	149	290	438
Cessions	(11)	(215)	(226)
Variations de périmètre	8	16	24
Transferts	(0)	(6)	(6)
Ecarts de conversion	(1)	(45)	(47)
SOLDE AU 30/06/2016	2 996	12 107	15 103
AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR			
Solde au 31/12/2015	(1 992)	(6 288)	(8 279)
Amortissement de la période	(129)	(335)	(464)
Pertes de valeur		(6)	(6)
Reprises de perte de valeur		21	21
Reprises sur cessions	4	173	177
Variations de périmètre	(7)	(11)	(17)
Transferts		2	2
Ecarts de conversion	1	17	18
SOLDE AU 30/06/2016	(2 122)	(6 425)	(8 548)
VALEURS NETTES			
au 31/12/2015	860	5 780	6 640
AU 30/06/2016	874	5 682	6 555
DONT LOCATION FINANCEMENT			
AU 31/12/2015		95	
AU 30/06/2016		96	

NOTE 13 PARTICIPATIONS DANS LES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

(en millions d'euros)	CNP Assurances	OPCI Akatea	Yurtici Kargo	ASENDIA	Autres	TOTAL	Entreprises à situation nette négative (a)		TOTAL
							La Poste Mobile	Autres	
Nature du contrôle	Entreprise associée	Entreprise associée	Entreprise associée	Contrôle conjoint			Contrôle conjoint		
Solde au 31/12/2015	2 911	28	28	53	121	3 141	(42)	(3)	(44)
Part du Groupe dans les résultats de l'exercice	87	1	1	1	(1)	88	(3)	(0)	(4)
Distributions de dividendes	(106)	(0)			(3)	(110)			
Variation nette de juste valeur sur instruments financiers et titres AFS	5				(1)	4			
Variations de périmètre					(16)	(16)		2	2
Augmentations de capital					0	0	6		6
Autres variations	34			(0)	1	34			
Ecarts de conversion	35		(0)		(2)	34			
SOLDE AU 30/06/2016	2 965	29	28	53	99	3 175	(39)	(1)	(40)

(a) Comptabilisé en « Autres provisions pour risques et charges » (voir note 16.2).

NOTE 14 AUTRES ACTIFS DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

(en millions d'euros)	30/06/2016		31/12/2015	
	Courant	Non courant	Courant	Non courant
Titres de participations non consolidés nets		211		289
Instruments financiers dérivés	32	242	66	245
Actifs financiers de placement de la trésorerie	320		392	100
Autres actifs financiers nets	30	74	27	73
TOTAL AUTRES ACTIFS FINANCIERS	382	527	485	707
Stocks de matières premières, fournitures, marchandises et autres approvisionnements	89		85	
Stocks de produits finis et intermédiaires et encours	23		24	
TOTAL STOCKS ET EN-COURS	112		109	
Créances clients et comptes rattachés nets	1 904		2 089	
Créances sur opérations du courrier international	566		624	
Créances de CICE	660		561	
Autres créances	468		463	
TOTAL CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES	3 597		3 737	
Équivalents de trésorerie	1 867		2 255	
Caisse et disponibilités	226		202	
TOTAL TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	2 093		2 457	

Actifs financiers de placement de la trésorerie

Ce sont des actifs acquis dans le cadre de la gestion de trésorerie, dont l'échéance à l'origine est supérieure à 3 mois :

(en millions d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Titres obligataires	100	392
Comptes à terme débloqués à plus de 3 mois	220	100
TOTAL	320	492

Instruments financiers dérivés

La ligne « Instruments financiers dérivés » correspond pour l'essentiel, à des instruments contractés dans le cadre de la gestion des risques de taux et de change de l'endettement. Ils sont donc à mettre en regard des postes « Emprunts obligataires et autres dettes financières ». Un détail des instruments dérivés liés à la dette obligataire figure en note 17.3.

NOTE 15 ACTIFS FINANCIERS DES ACTIVITÉS BANCAIRES

(en millions d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Prêts et créances sur la clientèle à vue	1 130	921
Prêts et créances sur la clientèle à terme	72 312	69 665
<i>dont crédits à l'habitat (y compris créances douteuses)</i>	54 727	54 214
Opérations de location financement	1 751	1 567
Titres assimilés aux prêts et créances avec la clientèle	1 500	1 476
TOTAL PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	76 693	73 628
Comptes et prêts sur établissements de crédits à vue	353	3 823
Comptes et prêts sur établissements de crédits à terme	77 771	78 033
Titres assimilés aux prêts et créances sur établissement de crédit	791	1 246
TOTAL CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	78 914	83 102
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	22 122	24 158
<i>dont effets publics et assimilés</i>	19 763	21 777
Actifs financiers disponibles à la vente	18 359	15 379
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	13 915	11 827
<i>dont actifs financiers détenus à des fins de transaction</i>	11 613	10 480
<i>dont instruments dérivés</i>	2 302	1 347
Ecart de réévaluation sur portefeuilles couverts (couverture de juste valeur)	200	178
TOTAL PORTEFEUILLE DE TITRES DES ACTIVITÉS BANCAIRES	54 596	51 542
AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS DES ACTIVITÉS BANCAIRES	1 428	1 486
COMPTES DE RÉGULARISATION ACTIF DES ACTIVITÉS BANCAIRES	1 445	1 583
Banques centrales	6 481	851
Caisse et autres	793	961
TOTAL CAISSE, BANQUE CENTRALE DES ACTIVITÉS BANCAIRES	7 275	1 812

NOTE 16 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

- 16.1 Provisions spécifiques aux activités bancaires et d'assurance
16.2 Autres provisions pour risques et charges

16.1 Provisions spécifiques aux activités bancaires et d'assurance

Les provisions spécifiques aux activités bancaires et d'assurance, classées dans les provisions pour risques et charges courantes, ont évolué comme suit au cours du 1^{er} semestre 2016 :

(en millions d'euros)	Risque Epargne Logement	Provisions techniques d'assurance	TOTAL
Solde au 31/12/2015	504	2 009	2 513
Dotations de la période		123	123
Reprises de la période	(142)	(6)	(147)
Autres mouvements		19	19
SOLDE AU 30/06/2016	362	2 145	2 508

16.2 Autres provisions pour risques et charges

Les autres provisions pour risques et charges ont évolué comme suit au cours du 1^{er} semestre 2016 :

(en millions d'euros)	Litiges sociaux	Autres litiges	Autres	TOTAL
Provisions non courantes	137	44	109	290
Provisions courantes	63	105	447	616
Solde au 31/12/2015	201	149	556	906
Dotations de la période	21	25	20	67
Reprises pour utilisation	(11)	(6)	(63)	(81)
Reprises de provisions devenues sans objet	(82)	(15)		(98)
Autres mouvements	(0)	2	(7)	(5)
Provisions non courantes	62	29	113	204
Provisions courantes	66	126	393	585
SOLDE AU 30/06/2016	128	154	506	789

Les autres provisions comprennent notamment au 30 juin 2016 :

- les coûts liés au regroupement des sièges du Groupe pour 30 millions d'euros ;
- une provision de 144 millions d'euros au titre de l'amende prononcée par l'Autorité de la Concurrence contre deux sociétés du Groupe ;
- une provision correspondant à la situation nette négative des sociétés mises en équivalence pour 40 millions d'euros, contre 44 millions d'euros au 31 décembre 2015 (voir note 13) ;
- divers risques liés à l'activité opérationnelle du Groupe.

NOTE 17 EMPRUNTS OBLIGATAIRES ET AUTRES DETTES FINANCIÈRES

- 17.1 Détail des dettes financières
- 17.2 Emprunts obligataires
- 17.3 Instruments dérivés liés à la dette obligataire

17.1 Détail des dettes financières

(en millions d'euros)	30/06/2016		31/12/2015	
	Court terme	Moyen et long terme	Court terme	Moyen et long terme
Dettes financières au coût amorti	360	4 215	401	4 218
Emprunts obligataires	0	4 119		4 118
Location financement	11	61	7	64
Bons La Poste	58		59	
Billets de trésorerie			16	
Concours bancaires courants	54		12	
Dépôts et cautionnements reçus	225	26	293	26
Autres emprunts au coût amorti	13	9	13	9
Emprunts obligataires en juste valeur sur option	248	1 748	285	1 750
Emprunts obligataires en couverture de juste valeur			502	
Instruments dérivés passifs liés à la dette obligataire	52		18	
Autres dérivés			6	
Intérêts courus non échus sur emprunts	150		132	
Emprunts obligataires et dettes financières à moyen et long terme (non courant)		5 963		5 968
Emprunts obligataires et dettes financières à court terme (courant)	811		1 345	
TOTAL COURANT ET NON COURANT	6 774		7 313	

17.2 Emprunts obligataires

La dette obligataire, hors intérêts non échus, a évolué de la manière suivante :

(en millions d'euros)	Emprunts au coût amorti	Emprunts en juste valeur	Emprunts couverts	Total
Solde au 31/12/2015	4 118	2 035	502	6 656
Nouveaux emprunts				
Remboursements			(500)	(500)
Prime et frais d'émission				
Variation du risque de crédit				
Autres variations	1	(39)	(2)	(41)
SOLDE AU 30/06/2016	4 119	1 996	0	6 114

La Poste a remboursé le 17 février 2016 l'emprunt obligataire d'une valeur nominale de 500 millions d'euros émis en 2009. Cet emprunt faisait l'objet d'une couverture de juste valeur.

17.3 Instruments dérivés liés à la dette obligataire

(en millions d'euros)	Juste valeur au 30/06/2016		Juste valeur au 31/12/2015	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Dérivés de transaction à la juste valeur par résultat				
Dérivés de taux receveur fixe / payeur variable	273	40	289	10
Dérivés de taux receveur variable / payeur fixe		12		9
TOTAL	273	52	289	18
Dérivés de couverture				
Couverture de juste valeur			22	
TOTAL DÉRIVÉS LIÉS À LA DETTE OBLIGATAIRE	273	52	311	18
Autres				
Instruments dérivés sur fonds dédiés				6
TOTAL DÉRIVÉS HORS ACTIVITES BANCAIRES	273	52	311	24
Réserves restant à amortir sur dérivés de couverture interrompus				
Dérivés de couverture de flux de trésorerie		5		6

NOTE 18 DETTE NETTE DU GROUPE

- 18.1 Situation de la dette nette du Groupe
- 18.2 Évolution de la dette nette du Groupe

18.1 Situation de la dette nette du Groupe

(en millions d'euros)	Note	30/06/2016	31/12/2015
Trésorerie et équivalents de trésorerie (poste du bilan)	14	2 093	2 457
Dérivés actifs associés à la dette	14	273	311
Titres de placement à échéance supérieure à 3 mois à l'origine	14	320	492
Dépôts de garantie versés liés aux instruments dérivés, inscrits à l'actif			6
Créance financière nette envers La Banque Postale		350	390
Trésorerie et autres éléments d'actifs (1)		3 037	3 656
Emprunts obligataires et dettes financières à moyen et long terme	17	5 963	5 968
Emprunts obligataires et dettes financières à court terme	17	811	1 345
Dettes brutes (2)		6 774	7 313
DETTE NETTE (2)-(1)		3 737	3 657
Augmentation (Diminution) de la dette nette au 30 juin 2016		80	

18.2 Évolution de la dette nette du Groupe

(en millions d'euros)	Renvois	S1 2016	S1 2015
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	TFT ^(a)	662	903
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	TFT	(300)	(410)
Neutralisation de la variation des actifs financiers de gestion de trésorerie	TFT	(171)	39
Flux de trésorerie des activités d'investissement hors acquisitions et cessions d'actifs financiers de gestion de la trésorerie ^(b)		(471)	(370)
Dividendes versés aux actionnaires de La Poste		(171)	(171)
Rachat d'intérêts minoritaires	TFT	(7)	(5)
Charge nette d'intérêts financiers		(72)	(73)
Variation de juste valeur des instruments financiers		(7)	10
Incidence des variations de périmètre sur la dette brute		5	3
Augmentation des dettes de location financement		(6)	(4)
Autres éléments ^(c)		(13)	0
Flux de trésorerie et variation de dette provenant des activités de financement		(270)	(240)
DIMINUTION (AUGMENTATION) DE LA DETTE NETTE DEPUIS LE 1^{ER} JANVIER		(80)	292
Dette nette à l'ouverture		(3 657)	(4 005)
Dette nette à la clôture		(3 737)	(3 713)

(a) Les notes « TFT » renvoient à la colonne « Hors banque » du tableau des flux de trésorerie consolidés.

(b) Les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement se distinguent du TFT par l'exclusion de la « variation des actifs financiers liés à la gestion de la trésorerie », actifs venant en diminution du calcul de la dette nette.

(c) La ligne « Autres éléments » comprend notamment l'incidence de la variation des devises sur la dette nette, les dividendes versés aux intérêts minoritaires et l'incidence des filiales destinées à être cédées.

NOTE 19 AVANTAGES DU PERSONNEL

(en millions d'euros)	31/12/2015		Augmentation	Diminution pour utilisation	Coût financier net	Autres variations	30/06/2016	
	Courant	Non courant					Courant	Non courant
Avantages postérieurs à l'emploi des fonctionnaires de La Poste	17	511	3	(5)	4	(155)	12	363
Indemnités de départ à la retraite du personnel contractuel du Groupe	10	298	12	(2)	3	47	10	357
Régime de retraite du personnel des filiales étrangères		68	1	(5)	1	(6)		58
Avantages postérieurs à l'emploi	27	877	16	(13)	8	(114)	22	778
Dispositifs d'aménagement de fin de carrière	420	1 020	342	(179)	6		425	1 185
Indemnités de rupture	99	24					99	24
Congés longue maladie / longue durée	60	45		(0)			60	45
Compte Epargne temps	125	110	3	(4)		0	124	110
Autres avantages à long terme	2	17	3	(0)			5	16
Autres avantages du personnel	286	196	6	(4)		0	289	195
TOTAL	734	2 093	364	(196)	14	(114)	736	2 158

Les autres variations des avantages postérieurs à l'emploi incluent principalement les effets de la modification des modalités de prise en charge des régimes d'Aides ménagères à domicile et de Chèques vacances pour -141 millions d'euros (voir note 7) et la variation des écarts actuariels de 29 millions d'euros pour l'ensemble des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi.

L'essentiel de l'augmentation de la provision relative aux dispositifs d'aménagement de fin de carrière provient du prolongement de ces dispositifs jusqu'au 30 juin 2017.

NOTE 20 PASSIFS FINANCIERS DES ACTIVITES BANCAIRES

(en millions d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Dettes envers les établissements de crédit à vue	1 123	414
Dettes envers les établissements de crédit à terme	13 419	15 327
<i>dont titres donnés en pension livrée</i>	11 882	13 422
TOTAL DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	14 543	15 741
Comptes d'épargne à régime spécial	112 637	112 408
<i>dont Livret A</i>	59 643	60 177
<i>dont PEL et CEL</i>	31 410	30 565
<i>dont LEP</i>	7 827	7 936
Dettes envers la clientèle à vue	57 424	54 746
<i>dont comptes ordinaires créditeurs clientèle</i>	56 556	53 926
Dettes envers la clientèle à terme	6 323	4 231
TOTAL DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE	176 384	171 384
Dettes représentées par un titre	13 290	11 443
<i>dont certificats de dépôt</i>	5 579	4 834
Dépôts de garantie reçus	2 001	1 020
Instruments dérivés de couverture	424	326
Autres	2 717	1 928
TOTAL DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE ET AUTRES PASSIFS FINANCIERS BANCAIRES	18 432	14 717
COMPTES DE RÉGULARISATION PASSIF	2 015	2 441

NOTE 21 DETTES FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES

(en millions d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 428	1 700
Dettes fiscales et sociales	1 676	1 793
Dettes fournisseurs d'immobilisations	174	252
Dettes sur opérations du courrier international	487	572
Avances et acomptes clients	185	182
Autres dettes d'exploitation	170	154
TOTAL	4 119	4 652

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

NOTE 22 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS

- 22.1 Impacts des instruments financiers des activités bancaires sur le résultat et les capitaux propres
- 22.2 Juste valeur des instruments financiers comptabilisés au coût amorti
- 22.3 Hiérarchie des évaluations à la juste valeur comptabilisées au bilan
- 22.4 Exposition aux risques souverains

22.1 Impact des instruments financiers des activités bancaires sur le résultat et les capitaux propres

S1 2016	Produits (charges) d'intérêts	Variations de juste valeur		Dépréciation	Décomptabilisation et dividendes	Gain (perte) net
		Juste valeur en résultat	Juste valeur en capitaux propres			
<i>(en millions d'euros)</i>						
Prêts, créances et dettes	970			(84)		886
Actifs détenus jusqu'à l'échéance	379					379
Actifs disponibles à la vente	74		150		158	382
Instruments financiers à la juste valeur par résultat		(57)				(57)
Opérations de couverture	116					116
TOTAL	1 539	(57)	150	(84)	158	1 590

22.2 Juste valeur des instruments financiers comptabilisés au coût amorti

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2016	
	Valeur au bilan	Juste valeur
ACTIFS		
Actifs bancaires		
Prêts et créances sur la clientèle	76 693	81 582
Prêts et créances sur les établissements de crédit	78 914	78 954
Actifs détenus jusqu'à l'échéance	22 122	25 255
PASSIFS		
Passifs bancaires		
Dettes envers les établissements de crédit	14 543	14 178
Opérations avec la clientèle	176 384	177 446
Dettes représentées par un titre	13 290	13 500
Passifs non bancaires		
Emprunts obligataires au coût amorti	4 119	4 939

22.3 Hiérarchie des justes valeurs comptabilisées au bilan

Les méthodes utilisées pour l'évaluation des justes valeurs n'ont pas évolué depuis le 31 décembre 2015.

(en millions d'euros)	30/06/2016		
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
ACTIFS DES ACTIVITÉS BANCAIRES			
Effets publics et valeurs assimilées	142		
Obligations et autres titres à RF	2 105	9 308	
Actions et autres titres à RV	58		
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	2 306	9 308	
Instrument dérivé de taux d'intérêts		595	
Instrument dérivé de cours de change		40	
Instrument dérivé sur actions et indices			
Dérivés de transaction		635	
Instrument dérivé de taux d'intérêts		1 996	
Instrument dérivé de couverture de juste valeur		1 996	
Instrument dérivé de taux d'intérêts		117	
Instrument dérivé de couverture de flux de trésorerie		117	
Effets publics et valeurs assimilées	6 625	35	
Obligations et autres titres à RF	10 271	245	
Actions et autres titres à RV	711	251	
Titres de participation non consolidés			129
Actifs financiers disponibles à la vente	17 607	532	129
ACTIFS DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES			
Autres actifs financiers non courants		316	82
Créances clients et autres créances		3 597	
Autres actifs financiers courants		382	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	456	1 638	
PASSIFS DES ACTIVITÉS BANCAIRES			
Dettes représentées par un titre		5	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		5	
Instrument dérivé de taux d'intérêts		531	
Instrument dérivé de cours de change		190	
Autres instruments dérivés		29	
Instrument dérivé de crédit		3	
Instrument dérivé sur actions et indices			
Instrument dérivé de transaction		753	
Instrument dérivé de taux d'intérêts		424	
Instrument dérivé de couverture de juste valeur		424	
PASSIFS DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES			
Emprunts obligataires et dettes financières		6 774	
Dettes fournisseurs et autres dettes		4 119	

ACTIF

Transfert du niveau 1 vers le niveau 2 : 7 millions d'euros (3 titres à revenus fixes dont les prix ne sont plus représentatifs d'un prix coté sur le marché actif).

Transfert du niveau 2 vers le niveau 1 : 15,6 millions d'euros (un titre à revenu fixe dont les transactions répondent désormais aux conditions de volume et de fréquence).

JUSTES VALEURS DE NIVEAU 3 : RAPPROCHEMENT DES SOLDES D'OUVERTURE ET DE CLOTURE (ACTIVITES BANCAIRES)

(en millions d'euros)	Actifs à la juste valeur par résultat	Actifs à la juste valeur par résultat sur option	Dérivés de transaction	Dérivés de couverture	Actifs disponibles à la vente	TOTAL
Ouvverture					429	429
Gains et pertes enregistrés en résultat						
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres					2	2
Achats					35	35
Ventes					(119)	(119)
Emissions					2	2
CLÔTURE					349	349

22.4 Exposition aux risques souverains

Les recensements des expositions souveraines sont établis selon le périmètre défini par l'Autorité bancaire européenne (ABE), c'est-à-dire en reprenant dans les données les expositions sur les collectivités régionales, les administrations centrales et entreprises bénéficiant d'une garantie de l'État. Les expositions sont présentées

sur le Groupe, c'est-à-dire pour les sociétés détenues à plus de 50%.

Les expositions du secteur Assurances étant très peu significatives, elles ne sont pas détaillées ci-dessous.

Le Groupe ne dispose pas d'exposition sur Chypre, la Hongrie et l'Égypte.

EXPOSITIONS SOUVERAINES

La Banque Postale ne détient pas d'expositions sur Chypre, la Hongrie et l'Égypte.

(en millions d'euros)	Portefeuille bancaire	Actifs à la juste valeur par résultat	Dérivés	Total expositions directes ^(a)	Prises en pension	Hors bilan ^(b)	Total expositions directes et indirectes ^(c)	Exposition en %
Grèce								
Irlande								
Italie	577			577	172		749	2,3%
Portugal								
Espagne	297			297			297	0,9%
TOTAL GIPEs	874			874	172		1 046	3,2%
Allemagne	3 801		6	3 808	44	100	3 951	12,0%
Autriche	16			16			16	0,0%
Belgique	2 255			2 255	1		2 255	6,9%
France	17 327		76	17 403	4 338	766	22 507	68,6%
Grande-Bretagne								
Luxembourg	18			18			18	0,1%
Pays Bas	1 151			1 151			1 151	3,5%
Pologne	23			23	25		48	0,1%
Slovaquie	1			1			1	0,0%
Slovénie	7			7			7	0,0%
Supra-national	567	1		568			568	1,7%
TOTAL EUROPE	25 166	1	82	25 249	4 407	866	30 523	93,0%
Reste du monde	1 002	141		1 143	118		1 261	3,8%
TOTAL	27 041	142	82	27 266	4 698	866	32 830	100%

(a) Expositions directes : valeur nette comptable (y compris dépréciation) des expositions pour compte propre

(b) Les opérations hors bilan incluent les forward bonds (prix à terme).

(c) Exposition directes et indirectes : expositions directes auxquelles s'ajoutent les expositions indirectes à travers les garanties délivrées à des OPCVM du Groupe

La Banque Postale a mis en place des *forward* vente sur des OAT françaises pour 400 millions d'euros de notional, ayant une juste valeur négative de -9,5 millions d'euros, non inclus dans le tableau ci-dessus.

EVOLUTION DES EXPOSITIONS AUX GIPE ^(a)

(en millions d'euros)	Décembre 2015		Dépréciation	Échéances	Cessions	Acquisitions	Transfert	Juin 2016	
	Nominal	Valeur au bilan						Nominal	Valeur au bilan ^(b)
Grèce									
Irlande									
Italie	53	63					1	54	64
Portugal									
Espagne	5	7						5	7
ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE	58	70					1	59	71
Grèce									
Irlande									
Italie	497	500						497	513
Portugal									
Espagne	283	284						283	290
ACTIFS FINANCIERS DÉTENUS JUSQU'À L'ÉCHÉANCE	779	783						779	802
Grèce									
Irlande									
Italie									
Portugal									
Espagne									
PRÊTS & CRÉANCES									
Grèce									
Irlande									
Italie									
Portugal									
Espagne									
ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT									

(a) Expositions directes : Encours (y compris dépréciation) des expositions pour compte propre ne comprenant pas les expositions indirectes que sont les garanties délivrées à des OPCVM du Groupe.

(b) Les gains et pertes latents sont de 11,3 millions d'euros. Les titres sont classés en niveau 1. Aucune dépréciation n'est constatée sur les stocks au 30 juin 2016.

Représentation par maturité

30/06/2016	Total	Durée restante en années						
(en millions d'euros)		1	2	3	4	5	<10	>10
Grèce								
Irlande								
Italie	577	188	226	63	64		35	
Portugal								
Espagne	297	290					3	4
TOTAL	874	478	226	63	64		38	4

EXPOSITIONS NON SOUVERAINES DE CERTAINS PAYS DE L'UNION EUROPEENNE

(en millions d'euros)	Bancaire	Corporate	Administration publique	Titrisation	TOTAL
Grèce					
Irlande	6	52			58
Italie	246	76			322
Portugal		1			1
Espagne	272	24			295
ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE	524	153			677
Grèce					
Irlande					
Italie					
Portugal					
Espagne					
ACTIFS FINANCIERS DÉTENUS JUSQU'À L'ÉCHÉANCE					
Grèce					
Irlande	30				30
Italie	5	2			7
Portugal					
Espagne	0	0			1
PRÊTS & CRÉANCES	36	2			38
Grèce					
Irlande		29			29
Italie	784	7			791
Portugal					
Espagne	836	47			882
ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	1 620	83			1 702

NOTE 23 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Aucune évolution significative dans la nature des transactions avec les parties liées n'est intervenue depuis la clôture de l'exercice 2015 (voir note 35 des états financiers consolidés au 31 décembre 2015).

NOTE 24 ENGAGEMENTS HORS BILAN ET PASSIFS ÉVENTUELS

Aucune évolution significative des engagements hors bilan et des passifs éventuels n'est intervenue depuis la clôture de l'exercice 2015 (voir note 37 des états financiers consolidés au 31 décembre 2015).

NOTE 25 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Néant.



**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION FINANCIERE
SEMESTRIELLE 2016**

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
France

KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
France

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

(Période du 1^{er} janvier 2016 au 30 juin 2016)

Aux Actionnaires

LA POSTE SA

9, rue du Colonel Pierre Avia
75015 Paris

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société LA POSTE, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2016 au 30 juin 2016, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 28 juillet 2016

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Eric Bertier
Associé

Jacques Lévi
Associé

Eric Amato
Associé

Marie-Christine Jolys
Associée



LE GROUPE LA POSTE

DIRECTION FINANCIERE

9 RUE DU COLONEL PIERRE AVIA - 75757 PARIS CEDEX 15

Tél. : +33 (0)1 55 44 00 00

www.legroupe.laposte.fr